



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
Rue de l'Industrie 26-38
1040 Bruxelles
Tél.: 02/289.76.11
Fax: 02/289.76.09

COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

DECISION

(B) 031120-CDC-229/1

relative

*'aux conditions générales des contrats d'accès
proposés par le gestionnaire du réseau aux
utilisateurs du réseau '*

prise en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19
décembre 2002 établissant un règlement technique
pour la gestion du réseau de transport et l'accès à
celui-ci

20 novembre 2003

DECISION

En application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après le « règlement technique »), la COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après la « CREG ») examine dans ce qui suit les conditions générales des contrats d'accès que le gestionnaire du réseau, Elia System Operator SA (ci-après « Elia »), propose aux utilisateurs du réseau.

Le 1^{er} octobre 2003, Elia a, en application de l'article 6 du règlement technique, notifié à la CREG, en néerlandais, les conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau. Elia y a joint une série de documents venant justifier les dispositions desdits contrats. Ensuite, le 2 octobre 2003, Elia a fait parvenir quelques pièces à la CREG afin de compléter le dossier introduit le 1^{er} octobre 2003.

Le 15 octobre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision relative aux conditions générales des contrats d'accès portées à sa connaissance le 1^{er} octobre 2003 et lui a offert la possibilité de réagir par écrit jusqu'au 22 octobre 2003. Elia a fait usage de cette possibilité et a transmis ses remarques écrites à la CREG par lettre du 22 octobre 2003, de même qu'une nouvelle version adaptée des conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès. Par la suite, Elia a transmis à la CREG un dossier complété contenant encore quelques documents et corrections supplémentaires. Dans sa lettre du 23 octobre, Elia demande à la CREG de tenir compte du dossier introduit le 23 octobre uniquement et non de la version transmise le 22 octobre 2003. Faisant suite à cette demande, la CREG ne tient dès lors pas compte des textes reçus d'Elia le 22 octobre 2003.

Les conditions générales du contrat d'accès portées à la connaissance de la CREG par Elia le 1^{er} octobre 2003 font l'objet de la décision (B)031028-CDC-231, transmise à Elia le 31 octobre 2003.

Le 5 novembre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision ayant servi de base à l'adoption de la présente décision, relative à la version adaptée des conditions générales des contrats d'accès telle que portée à sa connaissance le 23 octobre 2003, et a offert à Elia la possibilité de lui communiquer ses remarques éventuelles pour le 12 novembre 2003 au plus tard. C'est ainsi qu'Elia a, par lettre du 12 novembre fait suite à la

proposition de décision de la CREG et lui a transmis ses remarques écrites accompagnées d'une version de conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès nouvellement adaptée.

La présente décision examine cette dernière version des conditions générales du contrat d'accès portée à la connaissance de la CREG par Elia le 12 novembre 2003. Une copie de ce contrat est jointe en annexe de la présente décision.

Lors de sa réunion du 20 novembre 2003, le Comité de direction de la CREG a donc pris la décision suivante.

REMARQUES PREALABLES

Décisions de la CREG des 20 mars 2003, 20 août 2003 et 18 septembre 2003

1. Le 20 mars 2003, la CREG a pris une décision (portant la référence (B) 030320-CDC-131) relative aux conditions générales des contrats d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau, qu'Elia avait notifiées à la CREG par lettre recommandée du 27 janvier 2003 (ci-après : la décision du 20 mars 2003). Par cette décision, la CREG a refusé d'approuver l'ensemble desdites conditions générales, qui sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2003, et a demandé à Elia d'y apporter une série de modifications importantes. Par ailleurs, le 20 mars 2003 toujours, la CREG a pris une décision négative concernant les conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau (portant la référence (B) 030320-CDC-121), ainsi qu'au sujet des conditions générales de la convention provisoire pour l'utilisation non exclusive du réseau Elia par des utilisateurs éligibles raccordés aux réseaux de distribution établis en région wallonne ou en région bruxelloise (portant la référence (B) 030320-CDC-130), qui ont été notifiées à la CREG par Elia à la même date.

Par lettre du 18 juillet 2003, Elia a ensuite porté à la connaissance de la CREG plusieurs modifications apportées aux annexes 1A et 1B du contrat de responsable d'accès ainsi qu'aux articles 5.1, 5.2.2 et 5.5 et à l'annexe 2 du contrat d'accès. Par deux décisions distinctes prises le 20 août 2003 (portant respectivement les références (B) 030820-CDC-206/1 et (B) 030820-CDC-207/1), la CREG a décidé de maintenir son refus d'approuver toute condition générale du contrat de responsable d'accès et du contrat d'accès.

Le 18 septembre 2003, la CREG a pris une décision similaire concernant les modifications apportées aux articles 1, 5, 6, 9 et aux annexes 4 et 5 des contrats de responsable d'accès, qui avaient été portées à sa connaissance par Elia par lettre du 22 août 2003 (portant la référence (B) 030918-CDC-216/2).

Consultation des utilisateurs du réseau et discussions informelles

2. Au sujet de ces décisions du 20 mars 2003, toute une série de réunions de travail informelles ont été organisées entre la CREG et Elia d'avril 2003 à septembre 2003. Ces discussions informelles avaient pour but commun d'informer Elia en temps utile des remarques formulées par la CREG à l'égard du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès ainsi que de l'interprétation de la CREG de l'application de la réglementation sectorielle à ces contrats, de sorte qu'Elia puisse proposer à ses utilisateurs du réseau des conditions générales qui seront appliquées à partir du 1^{er} janvier 2004 (les conditions générales non approuvées ont été contractées jusqu'au 31 décembre 2003) et qui portent l'approbation de la CREG.

En outre, la CREG a également consulté les utilisateurs du réseau au sujet du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès afin de leur permettre de formuler leurs remarques éventuelles en la matière. Ainsi, un premier groupe de travail réunissant les utilisateurs du réseau concernés s'est penché, le 7 mai 2003, sur le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès en vigueur en 2003. Ensuite, le 19 août 2003, un second groupe de travail a été organisé, avec la participation aussi bien d'Elia que des utilisateurs du réseau concernés, en vue d'informer Elia des critiques et des besoins des utilisateurs du réseau. Dans ce second groupe de travail, les projets (versions de travail) du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès élaborés par Elia pour 2004 ont été discutés.

PRINCIPES DE BASE

Droit d'accès au réseau de transport

3. La CREG estime que le droit d'accès au réseau de transport, visé à l'article 15 de la loi électricité, est d'ordre public.

Le droit d'accès au réseau de transport constitue en effet l'un des piliers de base essentiels de la libéralisation du marché de l'électricité¹. Afin que la concurrence s'installe sur le marché de l'électricité et que les clients finals puissent effectivement choisir leur fournisseur d'électricité, il est primordial que les clients finals, leurs fournisseurs et les producteurs d'électricité aient la garantie d'avoir accès au réseau de transport et qu'ils puissent jouir de ce droit sans discrimination. C'est en effet par le réseau de transport que transitent presque tous les électrons produits et consommés, même pour les clients finals raccordés à un réseau de distribution. Un fournisseur n'est en mesure de fournir effectivement l'électricité qu'il vend à son client que si lui-même, son client et éventuellement le producteur de ce courant (s'il ne produit pas lui-même l'électricité vendue) ont chacun accès au réseau de transport.

A cela vient s'ajouter le fait que le réseau de transport est un monopole naturel, étant donné le fait que les investissements qui y sont réalisés sont des coûts échoués élevés : les investissements représentent des montants importants et ne peuvent être affectés à une autre utilisation que celle du transport d'électricité. En outre, la construction de l'infrastructure de transport (surtout les câbles à haute tension) se heurte à une forte opposition de la population, ce qui exclut donc *de facto* la possibilité d'obtenir les permis de bâtir et autres autorisations nécessaires pour l'aménagement d'un second réseau de transport à côté du réseau existant. Dès lors, il n'est pas réaliste de supposer qu'un voire plusieurs nouveaux réseaux de transport seront construits parallèlement au réseau de transport existant. Ceci explique donc pourquoi l'article 8 de la loi électricité a opté pour un seul gestionnaire de l'unique réseau de transport existant en Belgique.

¹ Voir aussi considérant 7 de la Directive 2003/54/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003, où il est également expressément indiqué que l'accès non discriminatoire au réseau de transport revêt une importance primordiale pour l'achèvement du marché intérieur de l'électricité.

Que le droit d'accès au réseau de transport constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité ressort également de l'analyse de la situation juridique prévalant avant l'entrée en vigueur de la loi électricité. Au niveau du transport d'électricité, il n'existait en effet aucune législation accordant un quelconque monopole au producteur d'électricité historique. Pourtant, ce producteur d'électricité était le seul, dans les faits, en tant qu'unique fournisseur, à avoir accès au réseau de transport.. Si des tiers n'avaient pas accès au réseau de transport, cela s'expliquait tout simplement par le fait que le producteur d'électricité historique était le propriétaire de la quasi-totalité de l'infrastructure de transport d'électricité en Belgique. C'est précisément en raison de ce droit de propriété du producteur d'électricité historique que les tiers, à l'exception des clients finals approvisionnés par le producteur d'électricité historique, n'avaient pas accès au réseau de transport. La loi électricité n'a pas exigé la modification de cette situation au niveau du droit de propriété : le droit de propriété de l'infrastructure de transport peut encore appartenir à un seul producteur d'électricité, donc également au producteur d'électricité historique en Belgique. Afin d'introduire la concurrence dans le marché de l'électricité, la loi électricité a choisi d'accorder un droit d'accès au réseau de transport à tout client éligible ainsi qu'aux producteurs et aux fournisseurs d'électricité, pour autant que ces derniers approvisionnent des clients éligibles.

Il est donc clair qu'une méconnaissance de ce droit essentiel d'accès au réseau de transport remet en question la libéralisation du marché de l'électricité.

4. Il ressort de l'article 15 de la loi électricité que la garantie effective du droit d'accès au réseau de transport est indissociablement liée au règlement technique et à la régulation des tarifs de transport visés respectivement aux articles 11 et 12 de la loi électricité. Le règlement technique et la régulation des tarifs de transport tendent à concrétiser dans les faits le droit d'accès au réseau de transport.

Conformément à l'article 11 de la loi électricité, le règlement technique règle la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci. La gestion du réseau de transport est une matière technique complexe et très spécialisée que les utilisateurs du réseau eux-mêmes ne maîtrisent pas. Le simple fait que le législateur ait créé un régulateur spécialisé pour le marché de l'électricité, à savoir la CREG, en apporte déjà la preuve. Sur la base de ses connaissances spécialisées, le CREG est en effet à même de contrôler le respect de la législation sectorielle, dont le règlement technique fait partie.

En faisant établir un règlement technique, le législateur entend éviter l'apparition d'une quelconque discrimination entre des utilisateurs du réseau sur la base de divers motifs techniques et non pertinents, qui sont difficiles voire impossibles à réfuter par les utilisateurs du réseau, étant donné qu'ils ne disposent pas des connaissances spécialisées nécessaires concernant la gestion du réseau de transport. Avec ce règlement, le législateur vise également à ce que soit trouvé le bon équilibre entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et le gestionnaire du réseau, d'autre part. En effet, les intérêts des utilisateurs du réseau et du gestionnaire du réseau ne sont pas toujours parallèles. Le risque existe donc que le gestionnaire du réseau refuse l'accès à son réseau pour des motifs techniques non pertinents. Contrairement à une entreprise privée ordinaire, le gestionnaire du réseau ne doit pas chercher à obtenir un maximum de clients pour couvrir ses frais et réaliser un bénéfice le plus élevé possible. La régulation des tarifs d'accès au réseau de transport et d'utilisation de celui-ci et des tarifs des services auxiliaires prévue à l'article 12 de la loi électricité implique en effet que les tarifs couvrent précisément l'ensemble de ses frais raisonnables et réels ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable arrêtée par la CREG, quelle que soit l'intensité d'utilisation du réseau de transport. En raison de cette garantie que tous ses coûts, ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable, seront couverts, il se peut que le gestionnaire du réseau tente de refuser l'accès à des utilisateurs du réseau vis-à-vis desquels la prestation de services est plus compliquée ou qui présentent plus de risques techniques ou financiers et tente de motiver son refus par des arguments complexes mais non pertinents. Étant donné que le règlement technique précise les obligations du gestionnaire du réseau et des utilisateurs du réseau, il est donc la traduction technique du droit d'accès au réseau de transport. Il en constitue une traduction essentielle en raison de la complexité technique de la matière et il est par conséquent d'ordre public.

5. La complexité de la gestion du réseau de transport a également une incidence sur la tarification de la prestation de services fournie par le gestionnaire du réseau. Un utilisateur du réseau est dans l'impossibilité de déterminer si les prix que le gestionnaire du réseau pourrait fixer en toute autonomie seraient effectivement des prix corrects. Il ne peut le déterminer car il ne dispose pas lui-même des connaissances techniques requises ni des informations nécessaires. En outre, il ne peut comparer les prix du gestionnaire du réseau avec ceux d'autres gestionnaires du réseau puisque le gestionnaire du réseau jouit d'un monopole légal et naturel et que les divers réseaux de transport nationaux diffèrent fort entre eux. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de la loi électricité garantit des tarifs non discriminatoires et transparents. L'article 12 de la loi électricité garantit également que les tarifs de transport ne couvrent pas plus que les coûts raisonnables réels, majorés d'une

marge bénéficiaire équitable. En effet, sans cette régulation des tarifs de transport, le droit d'accès au réseau de transport ne serait pas réellement assuré. Des tarifs discriminatoires mais également des tarifs trop élevés limitent l'accès au réseau de transport. En outre, des tarifs trop élevés peuvent faire naître une discrimination entre le producteur d'électricité historique, d'une part, et les autres utilisateurs du réseau, d'autre part. Il faut savoir que le producteur d'électricité historique possède 70 % des actions du gestionnaire du réseau. Le bénéfice généré par des tarifs trop élevés, c'est-à-dire la part du bénéfice dépassant la marge bénéficiaire équitable, profite en effet pour 70 % au producteur d'électricité historique. Il va donc pouvoir récupérer une partie des tarifs trop élevés. Les autres utilisateurs du réseau ne peuvent le faire puisqu'ils ne sont pas actionnaires du gestionnaire du réseau et, en attendant l'entrée en bourse du gestionnaire du réseau, ils ne peuvent le devenir que si les actionnaires actuels y consentent. Il va de soi que des tarifs de transport discriminatoires ou trop élevés portent *de facto* atteinte au droit d'accès au réseau de transport. La régulation des tarifs de transport est donc d'ordre public.

Article 6 du règlement technique

6. En vertu de l'article 6 du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit notifier à la CREG les conditions générales du contrat d'accès, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, afin qu'elle puisse approuver lesdites conditions générales.

Dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès qu'Elia a transmis à la CREG le 1^{er} octobre 2003, en application de l'article 6 du règlement technique, Elia fait une distinction entre les prétendues « conditions particulières » et les « conditions générales » desdits contrats. Dans son courrier, Elia indique expressément qu'elle adresse uniquement à la CREG une demande d'approbation des conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès (et que la demande d'approbation ne vise pas les autres dispositions desdits contrats, parmi lesquelles les conditions particulières).

Comme expliqué ci-après, la CREG considère toutefois l'ensemble des dispositions des textes et annexes du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès qui lui ont été transmises le 1^{er} octobre 2003 comme étant respectivement les conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès. Par conséquent, l'ensemble de ces dispositions sont soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique. Dès lors, la CREG considère la lettre du 1^{er} octobre 2003 comme une

notification de toutes ces dispositions au sens de l'article 6, §2, du règlement technique (voir paragraphe 8 de la présente décision).

7. ELIA présente les contrats d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau comme des contrats standard (ou « contrats types »). Ce sont des contrats dont toutes les clauses ont été fixées au préalable et unilatéralement par Elia et que les utilisateurs du réseau ne peuvent négocier. D'un point de vue juridique, ces contrats doivent donc être qualifiés de contrats d'adhésion. En outre, toutes les dispositions de tous les contrats d'accès sont identiques. En effet, l'examen du contrat d'accès standard qu'Elia a transmis à la CREG indique que l'ensemble des dispositions du contrat et des annexes sont « standard » et que seules certaines données individuelles doivent encore être complétées par contrat, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles du contractant, les signatures, la date d'entrée en vigueur du contrat, les données spécifiques relatives à la garantie bancaire, les coordonnées des personnes de contact des deux parties, la désignation du responsable d'équilibre et du fournisseur (et leurs coordonnées professionnelles) ainsi que les données techniques particulières.

En droit des contrats, les « conditions générales » sont des clauses qui appartiennent au contenu d'un contrat mais qui ne sont pas négociées en tant que telles et individuellement avec le cocontractant et qui sont établies pour un grand nombre de contrats. Toutes les clauses renfermées dans le contrat d'accès transmis à la CREG ainsi que ses annexes sont donc des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG.

Le fait qu'Elia fasse une distinction entre conditions générales et particulières dans le contrat d'accès présenté ne peut y porter atteinte.

Contrairement à ce qu'Elia prétend dans son argumentation, cette analyse est conforme à la loi électricité et au règlement technique.

L'article 172 du règlement technique stipule que :

« Le contrat d'accès contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

- a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau desimpayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau ;

- d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage ;
- f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- g) les modalités spécifiques prévues à l'article 189

2° les conditions particulières notamment relatives à :

- a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs ;
- b) la durée du contrat d'accès ;
- c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- d) la ou les formules contractuelles de souscription convenues pour chacun des points d'injection et /ou de prélèvement ;
- e) l'identité et les données du responsable d'accès désigné par le cocontractant du gestionnaire du réseau, chargé du prélèvement et/ou de l'injection, ainsi que la preuve de cette désignation ;
- f) les dispositions relatives à la compensation des pertes actives en réseau, conformément à la Section III du Chapitre II du présent Titre. »

Contrairement à ce qu'Elia avance dans son argumentation, les conditions générales que doit contenir le contrat d'accès ne sont pas énumérées de manière limitative à l'article 172, 1°, du règlement technique. En effet, cet article définit uniquement les conditions générales que le contrat d'accès doit « au moins » contenir. En d'autres termes, l'article 172, 1°, du règlement technique mentionne les conditions générales que le contrat d'accès doit obligatoirement contenir, dans tous les cas, ce qui ne signifie pas que ledit contrat ne peut pas contenir d'autres conditions générales.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'article 6, §1, du règlement technique ne fait aucune référence à l'article 172 du règlement technique et que la compétence d'approbation de la CREG n'est dès lors aucunement limitée à ces conditions générales énumérées (de manière non limitative) à l'article 172, 1°, du règlement technique.

En outre, l'analyse précitée de la compétence d'approbation de la CREG est totalement conforme aux dispositions de la loi électricité. En effet, l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité investit expressément la CREG d'une mission générale de contrôle de l'application du règlement technique. La compétence d'approbation des conditions générales du contrat d'accès, du contrat de responsable d'accès et du contrat de raccordement que l'article 6 du règlement technique accorde à la CREG est une mesure d'exécution (concrète) de cette mission générale de contrôle contenue à l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité, c'est-à-dire le contrôle de l'application du règlement technique. Le contrat d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est précisément une « application » concrète du règlement technique à l'égard duquel la CREG doit remplir une mission générale de contrôle. Par conséquent,

l'affirmation d'Elia selon laquelle la CREG s'accorderait, par son interprétation de l'article 6 (et de l'article 172) du règlement technique, une compétence d'approbation trop vaste et non conforme à la loi électricité n'est pas fondée. Au contraire, la CREG serait fortement limitée dans l'exercice de sa mission de contrôle de l'application du règlement technique si sa compétence d'approbation (concernant les contrats conclus en application du règlement technique) venait à être limitée à seulement un nombre particulièrement restreint de dispositions desdits contrats, à savoir uniquement les dispositions énumérées à l'article 172, 1°, du règlement technique, en tant que conditions générales que le contrat d'accès doit au moins contenir. La CREG n'a pas par là prétendu disposer d'une quelconque compétence d'approbation à l'égard d'autres conditions du contrat d'accès que ses conditions générales.

L'interprétation ci-dessus de l'article 6 du règlement technique et du concept de « conditions générales » est dès lors totalement conforme aux dispositions légales en la matière et à la mission légale de la CREG. En outre, cette interprétation est conforme à l'interprétation que la doctrine et la jurisprudence donnent au concept de « conditions générales ». Par conséquent, la CREG ne voit pas pourquoi le législateur aurait voulu lui donner une autre signification dans le règlement technique.

Par ailleurs, Elia affirme dans son argumentation que la CREG, par son interprétation du concept de conditions générales, méconnaîtrait la distinction établie par l'article 11, 7°, de la loi électricité entre « conditions générales » et « contrats types ».

Or, par son interprétation du concept de conditions générales, la CREG ne méconnaît aucunement la distinction entre les concepts de « conditions générales » et de « contrats types ». Tout contrat type ou standard se compose systématiquement de conditions générales et de conditions particulières. Les conditions générales sont des dispositions qui sont identiques dans tous les contrats similaires (en l'occurrence, par exemple, la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et qui ne peuvent être négociées individuellement en tant que telles avec le cocontractant, tandis que les conditions particulières sont des dispositions qui sont différentes d'un contrat type à l'autre en fonction des caractéristiques spécifiques du cocontractant concerné (telles que le nom, l'adresse, la date de signature, le montant de la garantie bancaire à constituer, les données techniques spécifiques, d'éventuelles conditions différentes,...).

Le contrat d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est un contrat standard qui se compose essentiellement de dispositions parfaitement identiques déterminées au préalable par Elia et non négociables, à savoir des conditions générales (soumises à l'approbation de

la CREG). Pour le reste, ce contrat standard contient quelques dispositions particulières qui doivent être complétées lors de la signature du contrat et qui sont indiquées par des blancs (et qui ne sont dès lors logiquement pas soumises à l'approbation de la CREG). L'énumération (non limitative) à l'article 172, 2°, des conditions particulières que le contrat d'accès doit au moins contenir, confirme d'ailleurs ce point de vue puisqu'il énumère uniquement des données spécifique/purement personnelles au cocontractant, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles (des contractants, de leurs représentants et du responsable d'accès désigné), la preuve de la désignation d'un responsable d'accès, la durée spécifique du contrat (si elle devait différer d'un contrat à l'autre, comme par exemple la date d'entrée en vigueur), la garantie financière à fournir (mais pas la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et les données techniques particulières.

Les dispositions reprises dans le contrat d'accès en tant que « conditions particulières » sont donc en réalité des conditions générales.

Parallèlement, les remarques suivantes peuvent également être formulées :

- dans le contrat d'accès présenté à la CREG, Elia fait maintenant (contrairement au contrat d'accès actuel) une subdivision en conditions générales et particulières. Dans son argumentation, elle justifie ce choix par le respect de la subdivision et de la structure de l'article 172 du règlement technique. Toutefois, il convient de constater que ce choix débouche sur une structure très illogique du contrat qui élimine l'ordre logique et la cohésion des articles du contrat. Ce constat indique que la division faite par Elia, en conditions générales et particulières, est une division artificielle qui ne favorise aucunement la lisibilité et la clarté du contrat ;
- par ailleurs, il est tout aussi étrange et illogique de prétendre que les dispositions relatives à la suspension et/ou à la du contrat ne seraient pas, selon Elia, en ce qui concerne le contrat d'accès, des conditions générales alors que lesdites dispositions sont qualifiées de conditions générales dans le contrat de responsable d'accès, conformément à l'article 151, 1°, du règlement technique. Cette contradiction démontre une nouvelle fois que l'énumération des conditions générales (minimales) aux articles 172 et 151 du règlement technique ne peut être limitative.

8. La compétence de déterminer quelles dispositions du contrat d'accès sont des conditions générales appartient en premier lieu à la CREG (et en dernier lieu aux juridictions compétentes si Elia ou tout autre intéressé devait ne pas partager le point de vue de la CREG et dès lors attaquer sur ce point la décision de celle-ci devant l'une des juridictions

compétentes). Pour pouvoir exercer pleinement sa compétence, il est nécessaire que la CREG puisse prendre connaissance de la totalité du contrat d'accès. Elia doit dès lors transmettre le contrat d'accès en entier à la CREG. La transmission par Elia de toutes les dispositions du contrat d'accès que la CREG considère comme des conditions générales équivaudra à une notification de celles-ci au sens de l'article 6 du règlement technique. Contrairement à ce qu'Elia affirme dans ses lettres du 23 octobre et du 12 novembre 2003, ce n'est pas à elle de qualifier ou non la transmission des dispositions du contrat d'accès de notification au sens de l'article 6 du règlement technique. Le contraire viderait de toute substance la compétence d'approbation de la CREG ou, si la CREG et Elia devaient ne pas s'accorder au sujet de l'interprétation du concept de "conditions générales" contenues à l'article 6 du règlement technique, conduirait à la mise en oeuvre de la procédure visée à l'article 31 de la loi électricité. La CREG est d'avis qu'il est souhaitable d'éviter, si possible, ce type de procédure.

9. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique dispose que, dans son examen visant à prendre une décision concernant les contrats d'accès du gestionnaire du réseau, la CREG doit vérifier si les conditions générales de ces contrats :

- a) n'entravent pas l'accès au réseau ;
- b) ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau ;
- c) sont conformes à l'intérêt général.

La CREG constate que le législateur ne définit pas plus précisément ces trois critères. Par conséquent, c'est à la CREG de donner un contenu concret à ces trois critères, étant donné que le législateur a chargé la CREG de veiller à ce que les conditions générales des contrats visés à l'article 6 du règlement technique répondent à ces trois critères.

10. Avant d'approfondir ces trois critères d'évaluation, la CREG souligne qu'il faut toujours chercher à obtenir un équilibre entre ces principes et les missions et obligations d'Elia en sa qualité de gestionnaire du réseau. Elia est tenue de remplir ses missions et obligations de gestionnaire du réseau comme fixé à l'article 8 de la loi électricité, ce qui implique entre autres, parallèlement à l'exploitation du réseau de transport, d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ainsi que son développement optimal. A cet égard, Elia doit toujours veiller à ne pas entraver l'accès au réseau de transport et à agir conformément à l'intérêt général.

Dans ce cadre, il convient de tenir compte de la position inégale des parties contractantes. En tant que gestionnaire exclusif du réseau de transport, Elia jouit en effet d'un monopole légal. Pour les utilisateurs du réseau, le réseau de transport est une infrastructure essentielle à laquelle il n'existe aucune alternative ; pour exercer leurs activités, ils sont obligés de conclure des contrats avec Elia afin de pouvoir accéder au réseau de transport et l'utiliser. C'est pourquoi l'article 15 de la loi électricité confère un droit d'accès explicite aux clients éligibles.²

Outre les règles générales du droit des obligations et en particulier le principe de la lésion qualifiée, la CREG s'est donc appuyée sur le droit de la concurrence lors de l'examen de ces conditions générales. En effet, aux entreprises jouissant d'une position dominante ou d'une position de monopole incombe une « responsabilité particulière » à l'égard du mécanisme de concurrence sur le marché et leurs comportements doivent à cet égard être raisonnables et proportionnels.

La CREG s'est notamment basée sur la règle contenue dans l'article 3a de la loi du 1^{er} juillet 1999 sur la protection de la concurrence économique et dans l'article 82a du Traité instituant la Communauté européenne, laquelle dispose que l'imposition, par des entreprises jouissant d'une position dominante, de conditions contractuelles ou de prix non équitables peut constituer un abus de position dominante prohibé. Des conditions contractuelles non équitables sont des conditions que les parties contractantes concernées n'accepteraient pas dans des conditions de concurrence normales.

La situation de monopole légal dont bénéficie Elia en conséquence des missions à lui confiées par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, de même que la responsabilité spéciale reposant, conformément au droit de la concurrence, sur chaque entreprise en situation dominante ou de monopole, limitent, contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 18 mars 2003, la liberté du commerce et de l'industrie d'Elia. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on prend également en compte, dans ce cadre, l'article 15 de la loi électricité et l'article 6 du règlement technique.

² Pour être complet, il faut signaler à ce sujet que dans le système de l'accès régulé, tel que prévu dans la loi électricité, les utilisateurs du réseau ont un droit d'accès au réseau électrique sans devoir s'appuyer sur la théorie des "essential facilities".

Absence d'entrave à l'accès au réseau de transport

11. En vertu de l'article 15, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi électricité, les clients éligibles, producteurs et intermédiaires ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12, qui sont les tarifs régulés.

Le paragraphe 3 de la présente décision explique que le libre accès au réseau de transport est essentiel à la libéralisation du marché de l'électricité. Le droit d'accès au réseau de transport est donc un principe de base et un droit de principe³ qui ne peut être interprété de manière restrictive. Par conséquent, toute exception à ce droit ou limitation de celui-ci doit être expressément prévue et faire l'objet d'une interprétation restrictive. Ainsi, l'article 15, §1, deuxième alinéa dispose que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique. Le refus doit en outre être motivé.

12. La CREG estime que, dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, le seuil d'accès au marché de l'électricité doit être le plus bas possible afin de garantir le droit d'accès au réseau de transport et de n'entraver en aucune façon le (libre) accès au réseau de transport et ce, pour autant bien entendu que la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ne soient pas mises en péril et qu'il ne soit pas fait obstacle au développement du réseau de transport.

La CREG pense donc qu'il ne peut être admis que le gestionnaire du réseau rende plus difficile, limite ou entrave de quelque façon que ce soit le droit d'accès au réseau de transport en imposant des conditions contractuelles inéquitables, déséquilibrées, déraisonnables ou disproportionnées⁴.

13. La CREG souligne également que le gestionnaire du réseau doit non seulement assurer la gestion du réseau d'une manière impartiale, indépendante et non discriminatoire⁵

³ Voir entre autres l'avis du Conseil d'Etat du 29 décembre 1998 concernant l'avant-projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité, *Doc. Parl.*, Chambre, 1998-99, n°1933/1, p.50.

⁴ Voir l'article 23.4 de la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003.

⁵ Voir l'article 9, § 2, de la loi électricité et l'article 8 du règlement technique.

mais qu'il doit également faire preuve de la plus grande transparence possible. Ces mesures sont nécessaires au bon fonctionnement du marché de l'électricité et à un bon fonctionnement de la concurrence sur ce marché⁶.

Par ailleurs, la CREG estime que, dans l'exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau doit veiller à fournir aux utilisateurs du réseau des informations en temps opportun qui soient les plus claires, exactes et complètes possibles. Ceci s'applique à la phase précontractuelle, au contrat proprement dit et à l'application du contrat. C'est notamment nécessaire si l'on veut assurer une gestion transparente, et ainsi garantir un accès optimal au réseau de transport, sans entrave aucune.

Une telle fourniture d'informations complètes, exactes et en temps opportun implique que, lorsqu'en exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau prend une décision qui affecte (directement ou indirectement) le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il doit communiquer cette décision en temps voulu et de façon claire à l'utilisateur du réseau et toujours bien en préciser les motifs. Le cas échéant, l'utilisateur du réseau peut ainsi prendre lui-même des mesures pour sauvegarder son accès au réseau ou en réduire les coûts.

14. Comme déjà indiqué, conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire de réseau peut *uniquement* refuser l'accès au réseau de transport s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques définies dans le règlement technique. Par conséquent, le gestionnaire de réseau peut exclusivement refuser l'accès au transport dans ces deux cas, énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité, et non si le client éligible ne satisfait pas à d'autres « prescriptions » ou obligations (contractuelles).

La CREG estime qu'il en découle que le gestionnaire de réseau peut exclusivement suspendre ou terminer de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans autorisation judiciaire préalable) l'accès à un ou plusieurs points d'accès, voire le contrat d'accès dans sa totalité, dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité puisque cela reviendrait de fait à un refus (temporaire ou non) de l'accès au réseau de transport par le gestionnaire de réseau.

⁶ Voir notamment *Doc. Parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1308/4, page 6, Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, considérant 25.

15. Dans la mesure où Elia avance dans sa motivation que l'article 15, §1, de la loi électricité ne porte pas préjudice aux règles de droit commun relatives aux modes de dissolution de contrats, il convient de souligner que la règle de droit commun selon laquelle les contrats à durée indéterminée peuvent toujours être résiliés unilatéralement moyennant le respect d'un préavis/d'une indemnité raisonnable est annulée par la règle *lex specialis* d'ordre public contenue à l'article 15, §1, de la loi électricité. En effet, il ne peut suffire d'accorder un préavis/une indemnité raisonnable pour refuser le droit d'accès à un utilisateur du réseau.

Par ailleurs, il convient de remarquer qu'en ce qui concerne la résolution d'un contrat conformément au droit commun, la résolution d'un contrat pour inexécution grave ou importante doit en principe être demandée devant le juge en vertu de l'article 1184 du Code civil. Dès lors, la CREG estime que le gestionnaire de réseau, lorsqu'il juge dans une situation concrète qu'il doit être mis fin au contrat d'accès d'un détenteur d'accès pour des raisons autres qu'un manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, doit obtenir une autorisation judiciaire préalable pour mettre fin au contrat. Il incombe alors au juge de décider concrètement et contradictoirement si les raisons invoquées par le gestionnaire de réseau sont suffisamment graves pour justifier la résolution du contrat d'accès. En effet, comme il est déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement mettre fin à (ou suspendre) de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable) un contrat d'accès dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité.

Dans ses lettres des 23 octobre et 12 novembre 2003, Elia attribue une volonté restrictive au législateur ; selon elle l'article 15 de la loi électricité peut uniquement signifier qu'Elia ne peut refuser de conclure un contrat relatif à l'accès au réseau (excepté dans les deux cas énumérés à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité) mais cet article ne concernerait pas la dissolution d'un tel contrat. Une telle interprétation est toutefois en contradiction avec la disposition expresse contenue à l'article 155 du règlement technique selon laquelle « la suspension ou la résiliation du contrat de responsable d'accès entraîne le refus d'accès au réseau » et est également contraire à la lettre même de l'article 15 de la loi électricité. La disposition contenue à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité concerne en effet le refus d'accès au réseau, ce qui peut aussi bien être la conséquence du refus de conclure un contrat relatif à l'accès au réseau, que de la dissolution (ou suspension) d'un tel contrat. Prétendre le contraire reviendrait à vider de toute substance le contenu de l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité puisque cela aurait pour conséquence l'application de conditions différentes à deux situations aboutissant à un même résultat, à

savoir le refus d'accès au réseau, ce qui ne peut en aucun cas être considéré comme étant la volonté du législateur.

Sécurité, fiabilité et efficacité du réseau de transport

16. L'une des missions du gestionnaire du réseau consiste à assurer l'efficacité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport et, dans ce contexte, à veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables et notamment des services de secours en cas de défaillance d'unités de production (article 8, 4^o, de la loi électricité). L'examen des conditions générales s'attache donc également à vérifier si ces conditions sont remplies.

Conformité à l'intérêt général

17. La société qui gère le réseau de transport doit le faire dans l'intérêt général, au bénéfice de tous les clients et de tous les fournisseurs⁷. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique traduit cette idée de base dans le critère de la conformité des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès à l'intérêt général.

18. L'intérêt général est une notion étendue que l'article 6 du règlement technique ne définit pas. Pour l'application de l'article 6 du règlement technique, la CREG interprète cette notion comme faisant référence au moins à toutes les règles de droit qui sont d'ordre public, parmi lesquelles figurent en tout cas la législation propre au secteur, le droit de la concurrence, les règles générales du droit des obligations et la législation sur l'emploi des langues. Il y a lieu de faire remarquer à cet égard qu'en pratique, certaines de ces règles de droit posent de mêmes exigences vis-à-vis des contrats, comme par exemple l'exigence de dispositions contractuelles raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles.

La législation sectorielle

19. La législation sectorielle que la CREG comprend sous la notion d'« intérêt général » visée à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique concerne toutes les règles d'ordre public qui ne relèvent pas des deux autres critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, de la loi électricité, à

⁷ Cf. notamment *Doc. Parl. Sénat* 1998-99, n° 1308/4, page 22.

savoir celui de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et celui de la garantie de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de transport.

Par conséquent, cela vise la régulation des tarifs relatifs au réseau de transport et les règles du règlement technique, pour autant que celles-ci ne relèvent pas des deux critères précités. Comme le démontrent les paragraphes 6 et 7 de la présente décision, cette régulation des tarifs du réseau de transport et ces règles du règlement technique sont d'ordre public.

20. Sans préjudice du caractère d'ordre public de la régulation des tarifs du réseau de transport et du règlement technique, il convient également de souligner que la mission générale de la CREG consiste à surveiller et à contrôler l'application des lois et règlements qui concernent la réglementation sectorielle en matière d'électricité (article 23, § 2, de la loi électricité). La seule sanction que la CREG peut éventuellement imposer dans le cadre de cette mission de contrôle consiste à infliger des amendes administratives après avoir constaté une infraction aux règles de droit propres au secteur (article 31 de la loi électricité). Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG ne doit pas immédiatement appliquer l'article 31 de la loi électricité mais elle peut, si cela s'avère nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales illégales des contrats et inviter le gestionnaire du réseau à y apporter les adaptations nécessaires.

Le droit de la concurrence

21. Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la poursuite de l'intérêt général implique notamment la création d'une libre concurrence effective et la sauvegarde du bon fonctionnement du marché (et ce, dans l'intérêt final du consommateur particulier et des divers concurrents présents sur le marché). A cet égard, il convient de veiller à ce qu'une entreprise occupant une position dominante au plan économique ne porte pas atteinte à l'intérêt général en imposant à ses cocontractants des conditions déraisonnables, inéquitables, déséquilibrées ou disproportionnées qui entravent ou limitent le fonctionnement normal de la concurrence.

La création et la sauvegarde d'une libre concurrence effective dans l'intérêt général impliquent bien plus que la simple garantie du libre accès au réseau. Le libre accès au réseau est certes une condition essentielle mais elle est insuffisante en soi pour assurer une concurrence effective sur le marché de l'électricité. Il faut donc également veiller à ce

qu'aucune des conditions imposées par le gestionnaire du réseau à ses cocontractants n'entrave ou ne limite le fonctionnement normal de la concurrence.

En outre, il convient de souligner que la réalisation d'une telle concurrence effective ne se limite pas au marché de la fourniture d'électricité aux clients mais concerne tous les marchés du secteur de l'électricité auxquels aucun monopole légal n'a été accordé (comme par exemple le marché du trading de l'électricité et le marché de la production d'électricité). Dès lors, il ne peut davantage être admis que le gestionnaire du réseau impose, dans un contrat portant sur des activités exercées sur un marché bien défini, des conditions déraisonnables, inéquitables ou disproportionnées qui entraveraient ou limiteraient le fonctionnement normal de la concurrence sur un marché lié ou voisin.

L'examen qui suit analyse donc si les conditions générales imposées par Elia à ses cocontractants sont raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles et donc conformes à l'intérêt général.

22. Dans la mesure où les critères auxquels doivent être confrontées les conditions générales des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès conformément à l'article 6, §1, du règlement technique, renvoient au droit de la concurrence, et où les contrats concernés ne seraient pas conformes à ces critères et ainsi au droit de la concurrence, ces contrats devraient également être immédiatement adaptés. Il est en effet généralement admis que le droit de la concurrence est d'ordre public.

23. La CREG signale, pour autant que cela soit nécessaire, qu'elle s'inspire uniquement du droit de la concurrence pour donner un contenu au vaste critère de vérification qu'est l'intérêt général. Dans cette optique, les conditions générales du contrat sont confrontées aux règles générales du droit de la concurrence qui constituent le fondement de la libéralisation du marché de l'électricité. En confrontant préalablement aux règles du droit de la concurrence en question, on évite également que la CREG ne doive saisir ultérieurement l'autorité de la concurrence pour faire constater les infractions à ces règles du droit de la concurrence. Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG peut, si nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales des contrats contraires aux critères contenus à l'article 6, §1er, du règlement technique et inviter le gestionnaire du réseau à faire les adaptations nécessaires. Par le biais d'une décision d'approbation préalable la CREG peut agir de manière préventive et on peut éviter de la sorte que les conditions générales des

contrats déjà conclus ne doivent être modifiés ultérieurement. Dans la mesure où Elia avance que la CREG ne démontre pas le caractère abusif –au sens du droit de la concurrence- des conditions mises en cause, il faut signaler que la mission de la CREG consiste, en l'espèce, à agir de manière préventive, en d'autres termes à éviter les abus, et qu'elle ne vise pas à apporter la preuve d'un abus de position dominante dans un cas concret. Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, de projets de contrats qu'Elia souhaite proposer aux utilisateurs du réseau, il est, en effet, impossible qu'un abus concret se soit déjà produit étant donné que ces contrats n'ont pas encore été conclus.

Les règles générales du droit des obligations

24. La même remarque que celle contenue au paragraphe 18 vaut à l'égard des règles générales du droit des obligations, comme la lésion qualifiée, la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, le caractère licite de l'objet et de la cause, et la prévention des problèmes d'interprétation ou la nécessité de dispositions contractuelles claires et transparentes. Ici également le caractère d'ordre public de ces principes de base est généralement admis.

La lésion qualifiée

25. Les conditions cumulatives de la lésion qualifiée sont les suivantes :

il existe un déséquilibre important (manifeste) entre les prestations réciproques ;

la première partie abuse des circonstances concrètes dans lesquelles le cocontractant se trouve vis-à-vis d'elle pour s'approprier un avantage disproportionné lors de la conclusion du contrat. Cela peut notamment être le cas lorsqu'il est question de supériorité économique de la partie commettant un abus, par exemple en raison d'une position de monopole ;

le contrat ou une ou plusieurs clauses du contrat n'aurai(en)t pas été conclu(es) ou aurai(en)t été conclu(es) à des conditions moins défavorables pour la partie la plus faible s'il n'avait pas été question d'abus.

26. Etant donné que le gestionnaire du réseau jouit d'une position de monopole qui lui est accordée par la loi, une évaluation s'impose dès lors par rapport au principe de la lésion qualifiée.

La détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties

27. Conformément à l'article 1129 du Code civil, une convention doit notamment avoir un objet déterminé ou au moins déterminable pour être valable. En imposant que les conventions ou mieux encore les engagements contractuels doivent avoir un objet déterminable, le législateur a voulu ne conférer aux contrats d'effets juridiques que dans des limites bien définies. L'accord des volontés ne suffit pas car un certain contrôle social doit encore être exercé sur le contenu du contrat.

Le principe de la détermination de l'objet de l'obligation par une des parties exige que le contrat contienne au minimum les données objectives nécessaires pour pouvoir en déterminer l'objet, sans qu'une nouvelle manifestation de volonté de la part de l'une des parties soit encore nécessaire. Le contenu des droits et obligations découlant d'un contrat ne peut être laissé à une décision totalement arbitraire d'une des parties contractantes.

Le caractère licite de l'objet et de la cause

28. Par la méconnaissance de la règle générale du droit des obligations relative au caractère licite de l'objet et de la cause, la CREG entend aussi la méconnaissance d'une règle de droit d'ordre public. Par conséquent, à chaque fois que la CREG estime que l'une des conditions générales du contrat d'accès porte atteinte à l'intérêt général, le principe du caractère licite de l'objet et de la cause des contrats est lui aussi violé.

La prévention des problèmes d'interprétation

29. Des clauses contractuelles imprécises entraînent des problèmes d'interprétation, et doivent dès lors être évitées. Dans la mesure où elles ne violent pas la règle générale du droit des obligations relative à la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, l'on pourrait soutenir que de telles clauses ne violent aucune règle de droit d'ordre public. Toutefois, il convient de souligner l'exigence de la plus grande transparence possible, laquelle est nécessaire pour garantir le libre accès au réseau de transport et relève du critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et qui, par ce simple fait, est d'ordre public.

Dans la mesure où des clauses contractuelles imprécises ne seraient contraires à aucune règle d'ordre public – ce qui, selon la CREG, est impossible vu le critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport –, elles empêchent en tout cas la CREG d'exercer

dûment sa tâche et, dans ce cas, le gestionnaire du réseau est au minimum tenu de fournir les renseignements complémentaires nécessaires.

EXAMEN DES CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT D'ACCES

30. Dans l'examen qui suit, les conditions générales du contrat d'accès sont examinées au regard des trois critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique, comme décrits aux paragraphes 9 à 29 de la présente décision.

L'approbation par la CREG des conditions générales ou de certaines conditions générales du contrat d'accès n'enlève bien évidemment rien au fait, qu'indépendamment de celle-ci, Elia doit toujours satisfaire à ses obligations légales en matière de gestion du réseau de transport.

Préambule

31. Le premier point du préambule du contrat d'accès stipule qu' Elia dispose d'un droit de propriété, ou au moins d'un droit d'utilisation ou d'exploitation, sur la plus grande partie du réseau belge d'électricité.

A cet égard, la CREG signale qu'Elia, en vertu de l'article 9, §1, de la loi électricité, ne peut gérer d'infrastructure dont le niveau de tension est inférieur à 30 kV (cf. paragraphe 31 de la décision du 20 mars 2003). Cette disposition doit donc être interprétée en ce sens qu'elle concerne uniquement la gestion de réseaux d'une tension au moins égale à 30 kV.

Article 1.1.

32. L'article 1.1. du contrat d'accès définit les concepts utilisés dans le contrat d'accès.

Dans son argumentation, Elia souligne que les dispositions relatives aux définitions ne sont pas qualifiées de conditions générales dans le règlement technique et que cette catégorie de dispositions n'est pas définie par le règlement technique. Elia estime dès lors que les dispositions relatives aux définitions doivent « logiquement » être des conditions particulières.

Or, la CREG estime que les dispositions de l'article 1.1., à savoir les définitions des concepts utilisés dans le contrat d'accès, identiques dans tous les contrats d'accès similaires et non négociables individuellement en tant que telles avec le cocontractant, font également partie des conditions générales du contrat d'accès (cf. paragraphe 7 de la présente décision). En outre, les concepts définis à l'article 1.1. sont utilisés dans les conditions générales du contrat d'accès et déterminent par conséquent le contenu et la signification desdites conditions générales. Par conséquent, les définitions contenues à l'article 1.1. font partie intégrante des conditions générales du contrat d'accès (qui sont soumises à l'approbation de la CREG).

Article 2

33. En ce qui concerne les dispositions contenues à l'article 2, troisième et quatrième alinéas, du contrat d'accès, la CREG souligne qu'Elia, en tant que gestionnaire de réseau, est responsable de la coordination des différents contrats que les différents utilisateurs de réseau doivent conclure avec elle. On ne voit pas comment le détenteur d'accès pourrait être à même de veiller à l'existence et à la bonne exécution de contrats auxquels il n'est pas partie (le cas échéant, des contrats de raccordement et des contrats de responsable d'accès).

Par souci de clarté, la CREG souligne que les dispositions contenues à l'article 2, troisième et quatrième alinéas, du contrat d'accès ne peuvent dès lors signifier que le détenteur d'accès est coresponsable de l'existence et de la bonne exécution de contrats de raccordement et de contrats de responsable d'accès, auxquels il n'est pas partie.

Article 4.5.

34. Par souci de clarté, la CREG souligne que la disposition contenue à l'article 4.5., troisième alinéa, du contrat d'accès signifie que l'article 4.4. du contrat d'accès doit être lu de manière telle que le droit à des dommages et intérêts qui y est contenu ne vaut pas uniquement pour Elia mais également pour le détenteur d'accès, lorsque celui-ci paie intégralement une facture contestée et qu'il s'avère, par la suite, que la réclamation est fondée.

Par ailleurs, la CREG souhaite faire une remarque au sujet du « *samenwerkingsovereenkomst* » entre Elia et les gestionnaires du réseau de distribution (« contrat de collaboration ») dont elle a eu connaissance de manière informelle et qui règle l'accès des gestionnaires du réseau de distribution au réseau de transport. A cet égard, la CREG remarque qu'il ressort de ce projet de contrat de collaboration qu'en cas de contestation d'une facture liée à l'accès au réseau de transport, les gestionnaires du réseau de distribution ne doivent payer immédiatement que 90% de la facture contestée alors que les autres utilisateurs du réseau, conformément à l'article 4.5. du contrat d'accès, doivent payer sur-le-champ 100% de la facture contestée. L'article 4.5. du contrat d'accès prévoit néanmoins, contrairement au contrat de collaboration, une exception à cette règle en cas d'erreur manifeste. La CREG rappelle qu'elle estime que les dispositions du contrat de collaboration avec les gestionnaires du réseau de distribution, pour autant qu'elles règlent l'accès au réseau de transport, ne peuvent en principe pas différer des dispositions correspondantes du contrat que les autres utilisateurs du réseau doivent conclure avec Elia afin d'avoir accès au réseau de transport (à savoir le contrat d'accès) à moins que d'éventuelles différences ne soient justifiées pour des raisons objectives. L'argumentation fournie par Elia afin de justifier cette différence entre le contrat d'accès et le contrat de collaboration est selon la CREG insuffisante (ou insuffisamment élaborée) pour qu'elle modifie son opinion à ce propos.

Article 5

35. A la demande de la CREG, Elia a transmis, le 23 octobre 2003, des informations relatives à la manière dont la confidentialité des informations était garantie dans le cas où elles étaient communiquées aux sous-traitants d'Elia. Vu le court laps de temps imparti à la CREG de par le délai prévu à l'article 6, § 2, du règlement technique, celle-ci ne peut plus se prononcer avant l'expiration de ce délai sur le fait que la confidentialité est suffisamment garantie ou non. Afin de répondre aux arguments avancés par Elia dans son courrier du 12 novembre 2003 concernant cette dernière réserve, la CREG tient à préciser qu'elle a entamé un tout autre examen, en dehors de celui prévu à l'article 6 du règlement technique, relatif aux contrats conclus entre Elia et ses fournisseurs ou sous-traitants, et que c'est dans le cadre de cet examen qu'elle prendra position sur la question. Une fois que ces nouvelles informations récemment transmises auront alors été examinées, rien n'empêche la CREG de demander d'apporter, le cas échéant, les modifications nécessaires au contrat d'accès. En attendant leur modification éventuelle, les dispositions existantes restent bien entendu d'application.

Article 9

36. Pour être complet, la CREG remarque que la procédure de demande d'accès au réseau de transport est réglée par les articles 163 à 173 du règlement technique et que « la procédure de demande d'accès publiée sur le site Internet d'Elia », à laquelle il est fait référence à l'article 9, deuxième alinéa, du contrat d'accès, doit satisfaire aux dispositions précitées du règlement technique (et ne peut imposer d'autres obligations).

Article 13

37. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG a notamment jugé que les dispositions du contrat d'accès, tel qu'il a été soumis à la CREG le 27 janvier 2003, concernant les garanties financières requises, ne pouvaient être approuvées.

Puisque, suite aux remarques formulées par la CREG dans la décision du 20 mars 2003, les dispositions du contrat d'accès relatives aux garanties financières devant être remises par le détenteur d'accès ont été modifiées, la CREG estime que les dispositions relatives aux garanties financières contenues à l'article 13 de la version du contrat d'accès ci-joint peuvent être approuvées. Les dispositions relatives aux garanties financières ont été adaptées comme suit :

- le contrat d'accès contient désormais, à l'annexe 6, une explication du mode de calcul précis de la garantie bancaire demandée (en ce compris un mode de calcul pour les nouveaux détenteurs d'accès qui demandent pour la première fois à avoir accès au réseau de transport et pour lesquels aucune donnée de consommation n'est disponible) ;
- le mode de calcul de la garantie bancaire a été amélioré;
- le rating officiel minimal requis de la banque qui émet la garantie bancaire a été revu à la baisse (de A à BBB selon le bureau de *credit rating* Standard & Poors ou son équivalent au bureau Moody's Investor Services) ;
- le délai dans lequel une nouvelle garantie bancaire doit être remise en cas de perte du rating minimal requis par l'institution financière qui avait émis la première garantie bancaire est prolongé et passe de huit jours calendrier à vingt jours ouvrables bancaires.

Article 16

38. En ce qui concerne les possibilités de suspension et de dissolution pour Elia contenues à l'article 16 du contrat d'accès, la CREG remarque en général que, si une suspension ou une dissolution par Elia s'avère injustifiée par la suite, le détenteur d'accès a droit à une indemnisation.

Pour le reste, il va sans dire que les parties devront exercer leurs droits découlant de ces articles d'une manière prudente et raisonnable.

Article 16.2.

39. La CREG se doit d'attirer l'attention sur le fait que le gestionnaire de réseau est tenu de respecter en tout temps le droit d'accès au réseau renfermé à l'article 15, §1, de la loi électricité. En vertu de l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique et pas en cas de non-respect d'autres obligations contractuelles (cf. paragraphes 14 et 15 de la présente décision).

Comme déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement de son propre chef mettre fin à (ou suspendre) un contrat d'accès, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable, dans deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité. Dans les autres cas, il doit y avoir un contrôle et une autorisation judiciaire préalables.

La CREG signale qu'elle comprend la crainte d'Elia de rencontrer des problèmes au niveau du non-paiement des factures par les utilisateurs du réseau, mais elle est d'avis que ces problèmes peuvent être résolus en grande partie par le fait qu'Elia peut avoir recours, en cas de non-paiement d'une facture, à la garantie bancaire fournie par l'utilisateur du réseau, conformément à l'article 4.6. du contrat d'accès. Si Elia a fait appel à la garantie bancaire, celle-ci doit immédiatement être apurée jusqu'au niveau requis par le contrat et, à défaut, Elia peut toujours suspendre le contrat de l'utilisateur du réseau concerné. La CREG est d'avis que ce mécanisme résout en grande partie les problèmes liés au non-paiement des factures suscitant la crainte d'Elia.

Dans sa lettre du 12 novembre 2003, Elia précise qu'elle ne pourra être tenue responsable des conséquences ni des frais et coûts supplémentaires engendrés par l'obligation de ne pouvoir légitimement mettre fin à une relation contractuelle. La CREG tient en premier lieu à remarquer qu'il n'est pas interdit à Elia de mettre fin à une relation contractuelle. En dehors des cas mentionnés à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, il lui est uniquement interdit de le faire de façon unilatérale, ce qui signifie qu'elle doit alors obtenir l'autorisation préalable du juge compétent. En second lieu, il est évident que les coûts engendrés par le recours nécessaire au juge préalablement à la décision de mettre fin à une relation contractuelle sont des coûts raisonnables qui doivent être repris dans les tarifs visés à l'article 12 de la loi électricité. Il s'agit alors des frais de justice, des honoraires des conseillers d'Elia, ainsi que des frais et revenus moindres d'Elia résultant de la défaillance du détenteur d'accès. Ceci vaut pour autant qu'Elia se soit comportée comme un bon père de famille (par exemple qu'Elia suive de très près le paiement de ses factures par les détenteurs d'accès, entreprenne en cas de non paiement les démarches nécessaires et raisonnables dans un délai court mais certes raisonnable afin d'obtenir le paiement de celles-ci).

Article 17

40. En ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 17, premier alinéa, du contrat d'accès, la CREG indique qu'il ne faut pas entendre par « *bijkomende specifieke dienstverleningen* » la simple communication des données (de mesure) dont Elia dispose dans le cadre de sa mission de gestion du réseau et que, pour la simple transmission de telles données, aucune somme supplémentaire ne peut être facturée en dehors des tarifs régulés. En effet, les frais liés à l'obtention, au rassemblement et au traitement des données de mesure et de comptage par Elia sont déjà inclus dans les tarifs régulés pour l'utilisation du réseau de transport. Par ailleurs, la CREG ne voit pas en quoi la simple transmission aux détenteurs d'accès des données (de mesure) qu'Elia possède déjà dans le cadre de l'exécution de sa mission de gestion du réseau pourrait générer des coûts supplémentaires substantiels pour Elia. Selon elle, il ne pourrait s'agir que de coûts supplémentaires très limités. La CREG se réjouit, en outre, qu'Elia se charge actuellement d'informatiser la mise à disposition de ces informations aux utilisateurs du réseau afin de réduire, de la sorte, le coût (déjà très limité) de celle-ci.

Article 18.1.

41. Suite à la modification du cadre légal (cf. article 8 de la loi électricité dans lequel les tâches du gestionnaire de réseau sont maintenant décrites comme des obligations de moyen) et en raison des aspects financiers (à savoir le caractère assurable et partant, payable de la gestion du réseau), la CREG ne voit aucune raison de repousser les plafonds de responsabilité contenus à l'article 18.1.

Article 21.1.

42. En ce qui concerne l'article 21.1 du contrat d'accès, la CREG estime, comme indiqué aux paragraphes 6 et 7 de la présente décision, que l'ensemble des dispositions du contrat d'accès constituent des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG, conformément à l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 21.5.

43. La CREG précise qu'un tel remplacement d'une disposition non valable ou nulle constitue une modification au sens de l'article 21.1 du contrat d'accès et par conséquent, une modification qui est soumise à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique.

Suppression de la mesure transitoire

44. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG s'est vu contrainte d'imposer une mesure transitoire concernant l'application des conditions générales du contrat d'accès stipulant que, dans l'attente de l'approbation par la CREG de nouvelles conditions générales pour le contrat d'accès, les conditions générales du contrat d'accès telles que portées à la connaissance de la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvaient rester provisoirement d'application.

Puisque Elia a adapté conformément aux remarques de la CREG toutes les dispositions qui n'avaient pas jusqu'ici pu être approuvées par elle, la CREG supprime la mesure transitoire précitée à compter du 1^{er} janvier 2004, date de l'entrée en vigueur des conditions générales approuvées par la présente décision.

CONCLUSION

Eu égard aux motifs exposés précédemment, la CREG décide, en application de l'article 6 du règlement technique, d'approuver les conditions générales du contrat d'accès jointes à la présente décision et transmises par Elia le 12 novembre 2003.

En outre, vu que ces conditions générales approuvées du contrat d'accès entreront en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, la CREG supprime, à compter de cette même date, la mesure transitoire prévue dans la décision du 20 mars 2003, qui stipule que, dans l'attente de l'approbation par la CREG des conditions générales du contrat d'accès, le contrat d'accès communiqué à la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvait rester provisoirement d'application.

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Guido CAMPS
Directeur

Thomas LEKANE
Directeur

Christine VANDERVEEREN
Président du Comité de direction

Toegangscontract Draft-document

Contractreferentie : [●]

tussen :

ELIA System Operator N.V., een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met het ondernemingsnummer 476.388.378,

rechtsgeldig vertegenwoordigd door [ELIASign1] en [ELIASign2], resp. in de hoedanigheid van [●] en [●],

hierna "ELIA" genoemd,

en

[●], een vennootschap naar [●] recht met maatschappelijke zetel te [●], met het ondernemingsnummer [●],

rechtsgeldig vertegenwoordigd door [ToegangshouderResp1] en [ToegangshouderResp2], resp. in de hoedanigheid van [●] en [●],

hierna "Toegangshouder" genoemd,

ELIA en/of de Toegangshouder kunnen ook elk aangeduid worden als "Partij" of gezamenlijk als "Partijen".

Wordt voorafgaand uiteengezet:

- ELIA heeft het eigendomsrecht op, of ten minste het gebruiks- of exploitatierecht voor, het grootste deel van het Belgisch elektriciteitsnet.
- ELIA werd aangeduid als netbeheerder op federaal en gewestelijk niveau.
- Overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, wensen de partijen hun contractuele rechten en verplichtingen in verband met de toegang tot het ELIA-Net, voor elk Injectie- en/of Afnamepunt, vast te leggen in het Contract.
- De Partijen verbinden er zich toe om te goeder trouw samen te werken in geval van moeilijke interpretatie van artikelen van het Contract, meer in het bijzonder deze die specifiek handelen over de aansluitingen van de netgebruikers, en met name bij het afsluiten van aansluitingscontracten op een latere datum.

Wordt overeengekomen wat volgt:

INHOUD

DEEL I:	DEFINITIES EN VOORWERP VAN CONTRACT	6
Artikel 1:	Definities en interpretatie	6
1.1.	<i>Definities</i>	6
1.2.	<i>Aanvullende interpretatieregels</i>	9
Artikel 2:	Voorwerp van het Contract	9
DEEL II:	ALGEMENE VOORWAARDEN	10
Artikel 3:	Bewijs van de financiële solvabiliteit van de Toegangshouder	10
Artikel 4:	Facturatie- en betalingsvoorwaarden	10
4.1.	<i>Facturen</i>	10
4.2.	<i>Basisfactuur</i>	11
4.3.	<i>Tweede Factuur</i>	11
4.4.	<i>Betalingstermijn</i>	12
4.5.	<i>Bezwaar</i>	12
4.6.	<i>Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen</i>	12
Artikel 5:	Vertrouwelijkheid en bescherming van commerciële gegevens	13
Artikel 6:	Geschillenbeslechting	13
Artikel 7:	Maatregelen in geval van een noodsituatie en/of overmacht	14
7.1.	<i>Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie</i>	14
7.2.	<i>Maatregelen</i>	15
Artikel 8:	Aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke en de leverancier	16
DEEL III:	BIJZONDERE VOORWAARDEN	17
Artikel 9:	Identiteit van de Toegangshouder en toegangsprocedure	17
Artikel 10:	Procedure voor het toevoegen van Toegangspunten aan het Contract (<i>switching-procedure</i>)	17

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Artikel 11:	Wijziging van de aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke en/of van de aanduiding van de leverancier	18
Artikel 12:	Duur van het Contract	18
Artikel 13:	Financiële Garanties	19
	13.1. <i>Algemeen</i>	19
	13.2. <i>Hernieuwing / aanpassing van de bankgarantie</i>	19
	13.3. <i>Restitutie van de bankgarantie</i>	20
Artikel 14:	Onderschrijving voor Toegang tot het ELIA-Net	20
	14.1. <i>Procedure voor onderschrijving van vermogen</i>	20
	14.2. <i>Onderschrijving voor afname en/of injectie van vermogen in Toegangspunten</i>	21
	14.3. <i>Onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie</i>	21
	14.4. <i>Overschrijding van het onderschreven vermogen</i>	22
Artikel 15:	Vergoedingen	22
	15.1. <i>Vergoedingen voor Toegang tot het ELIA-Net</i>	22
	15.2. <i>Vergoedingen voor aansluiting op het ELIA-Net</i>	22
	15.3. <i>Door de Toegangshouder verschuldigde BTW, toeslagen en heffingen</i>	22
Artikel 16:	Schorsing en/of beëindiging van toegekende toegangsrechten of van het Contract	23
	16.1. <i>Schorsing en/of beëindiging van het Contract door ELIA wegens onvoldoende capaciteit en/of niet voldoen aan technische voorschriften</i>	23
	16.2. <i>Beëindiging door beide Partijen van het Contract</i>	23
	16.3. <i>Opzegging door de Toegangshouder</i>	24
	16.4. <i>Gevolgen van schorsing en/of beëindiging voor de Toegangshouder</i>	25
	16.5. <i>Aanduiding van de Netgebruiker(s) als toegangshouder</i>	25
Artikel 17:	Procedure voor mededeling van de reële afname in de Afnamepunten	25
Artikel 18:	Aansprakelijkheid van de Partijen in het kader van het Contract	26
	18.1. <i>Aansprakelijkheidsbeperking</i>	26
	18.2. <i>Vrijwaring</i>	27
	18.3. <i>Verplichting tot Schadebeperking</i>	27
	18.4. <i>Kennisgeving van aanspraak op schadevergoeding</i>	27
Artikel 19:	Verzekering	27

Artikel 20:	Verklaringen en garanties van de Toegangshouder	28
20.1.	<i>Verklaringen en garanties</i>	28
20.2.	<i>Aanvullende bepalingen inzake verklaringen en garanties</i>	29
20.3.	<i>Optreden voor Contractspartijen</i>	29
Artikel 21:	Overige bepalingen	29
21.1.	<i>Wijziging van algemene voorwaarden</i>	29
21.2.	<i>Contactpersonen en kennisgeving</i>	30
21.3.	<i>Overdracht van verbintenissen</i>	30
21.4.	<i>Volledig contract</i>	30
21.5.	<i>Scheidbaarheid</i>	31
21.6.	<i>Doorwerking</i>	31
21.7.	<i>Toepasselijk recht</i>	31
Bijlage 1:	Identiteit en persoonlijke gegevens van de Toegangshouder	1
Bijlage 2:	Toevoegen van Toegangspunten aan een Toegangscontract (Switching-formulier)	1
Bijlage 3:	Aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de leverancier	1
Bijlage 4:	Praktische modaliteiten voor onderschrijving	1
Bijlage 5:	Contactpersonen voor ELIA	1
Bijlage 6:	Berekening Bankgarantie	1
Bijlage 7:	Standaardformulier Bankgarantie	2
Bijlage 8:	Vergoeding voor Aansluitingen	1
Bijlage 9:	Procentuele toekenning aan evenwichtsperimeters van Toegangsverantwoordelijken van Toegangspunten behorend tot een productie-site	1
Bijlage 10:	Bloklevering ref : Datum:	1

DEEL I: DEFINITIES EN VOORWERP VAN CONTRACT

Artikel 1: Definities en interpretatie

1.1. Definities

Behoudens een verdere specificatie met oog op toepassing voor doeleinden van het Contract, zonder daarbij evenwel de bepalingen van openbare orde te miskennen, worden de begrippen gedefinieerd in de Elektriciteitswet, de Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnanties in verband met de organisatie van de elektriciteitsmarkt en/of de verschillende toepasselijke Technische Reglementen (zoals hieronder gedefinieerd) ook voor doeleinden van het Contract begrepen in de zin van deze wettelijke of reglementaire definities.

Bijgevolg gelden volgende definities voor doeleinden van het Contract:

“**Aansluitingsvermogen**”: het maximaal schijnbaar vermogen per Toegangspunt.

“**Actief vermogen**”: het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen, zoals mechanisch, thermisch of akoestisch. De waarde is gelijk aan $3 U I \cos(\phi)$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning (tussen een fase en de aarde) en de stroom (in die fase) en waarbij ϕ het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom.

“**Afnamepunt**”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van elk punt waar het vermogen vanuit het ELIA-Net wordt afgenomen, en waarvoor toegang tot het ELIA-Net wordt verleend aan de Toegangshouder overeenkomstig het Contract.

“**Bankwerkdagen**”: de werkdagen in de banksector in België.

“**Basisfactuur**”: de basisfactuur uitgeschreven door ELIA overeenkomstig artikel 4.2. van het Contract.

“**Contract**”: dit Toegangscontract.

“**CREG**”: Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas.

“**Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnantie**”: het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 juli 2000 houdende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, het Decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de Brusselse ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals aangepast van tijd tot tijd.

“**Elektriciteitswet**”: de Wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals aangepast van tijd tot tijd.

“**ELIA-Net**”: het elektriciteitsnet waarop ELIA het eigendomsrecht of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, en waarvoor ELIA is aangeduid als netbeheerder.

“Geschillenkamer”: de geschillenkamer opgericht door artikel 29, §2 van de Elektriciteitswet.

“Injectiepunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van elk punt waar het vermogen in het ELIA-Net wordt geïnjecteerd, en waarvoor toegang tot het ELIA-Net wordt verleend aan de Toegangshouder overeenkomstig het Contract.

“KB Tariefstructuur”: het Koninklijk Besluit van 4 april 2001 (zoals aangepast van tijd tot tijd) betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven en de boekhouding van de beheerder van het nationaal transmissienet voor elektriciteit en/of het Koninklijk Besluit van 11 juli 2002 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven voor de aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en inzake de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit.

“Lokale productie”: er is sprake van lokale productie indien het Injectiepunt van een of meerdere productie-eenheden identiek is aan het Afnamepunt van een of meerdere belastingen en indien de productie-eenheid instaat voor levering aan de betrokken afnemer.

“Netgebruiker”: elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier of afnemer op het ELIA-Net is aangesloten en die, indien hijzelf niet optreedt als Toegangshouder, de Toegangshouder heeft aangeduid.

“Opvolging van de afname”: het verschil tussen de werkelijke afname van Actief vermogen en de door de Netgebruiker te bevestigen geprogrammeerde afnames van andere voor het Afnamepunt verantwoordelijke Toegangsverantwoordelijken die niet door de Netgebruiker aangeduid werden als de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname.

“Partijen”: ELIA en de Toegangshouder, waarbij naar elk individueel wordt verwezen als een “Partij”.

“Programma”: programma zoals gedefinieerd in het toepasselijk contract van toegangsverantwoordelijke.

“Reactief vermogen”: het elektrisch vermogen dat nodig is voor de opbouw van magnetische velden (bijvoorbeeld in motoren en transformatoren) of elektrische velden (bijvoorbeeld in condensatoren). De waarde is gelijk aan $3 UI \sin(\phi)$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning (tussen een fase en de aarde) en de stroom (in die fase) en waarbij ϕ het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom.

“Register van Toegangspunten”: register door ELIA bijgehouden en zoals aangepast van tijd tot tijd dat, onder meer, vermeldt:

- voor elk Afname- en/of Injectiepunt, de referentie van het Toegangscontract waardoor Toegang tot het ELIA-Net wordt verleend; en
- voor elk Afname- en/of Injectiepunt, de aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en de aanduiding van de leverancier; en
- het Aansluitingsvermogen van de betrokken aansluitingen.

“Schade”: behoudens indien anders bepaald in het Contract, elke schade, kost, verlies (met inbegrip van winstderving en/of onderbreking van activiteiten), verbintenis, aansprakelijkheid, boete, betalingsverplichting en/of invorderingskost, het weze rechtstreeks

of onrechtstreeks voortvloeiend uit of verband houdend met het schadeverwekkend gegeven, ongeacht of deze voorzienbaar dan wel onvoorzienbaar is.

“Tarief voor de Toegang”: de jaarlijks door de CREG goedgekeurde tarieven m.b.t. de Toegang tot het ELIA-Net, vastgesteld overeenkomstig het KB Tariefstructuur, of, indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn.

“Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie”: de technische reglementen distributie, lokale of gewestelijke transmissie van elektriciteit die van toepassing zijn of zullen worden in Vlaanderen, Brussel en Wallonië, en zoals aangepast van tijd tot tijd.

“Technisch Reglement Transmissie”: het Koninklijk besluit van 19 december 2002, zoals aangepast van tijd tot tijd, houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe.

“Technische Reglementen”: het Technisch Reglement Transmissie en de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie.

“Toegang tot het ELIA-Net”: het gebruik van het ELIA-Net en van de ondersteunende diensten m.b.t. injectie en/of afname van elektrische energie.

“Toegangsaanvraag”: de toegangsaanvraag ingediend door de Toegangsaanvrager overeenkomstig de geldende Technische Reglementen.

“Toegangsaanvrager”: de Partij die de Toegangsaanvraag indient met het oog op het afsluiten van een Toegangscontract; dit kan de Netgebruiker zijn, of ook een leverancier of een Toegangsverantwoordelijke, voor zover deze door de Netgebruiker daartoe zijn aangeduid, en binnen de beperkingen van de toepasselijke wetten en reglementen.

“Toegangscontract”: het Contract tussen ELIA en de Netgebruiker, of de door hem aangeduide Toegangsverantwoordelijke of leverancier dat de voorwaarden bepaalt in verband met het verlenen van Toegang tot het ELIA-Net.

“Toegangshouder”: de Toegangsaanvrager die het Contract afsluit met ELIA.

“Toegangspunt”: een Injectiepunt en/of een Afnamepunt.

“Toegangsverantwoordelijke”: elke natuurlijke of rechtspersoon ingeschreven in het register van toegangsverantwoordelijken overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie; in de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie soms ook nog aangeduid met de term evenwichtsverantwoordelijke.

“Toegangsverantwoordelijke belast met de afname”: de Toegangsverantwoordelijke aan wie de Opvolging van de afname in een Afnamepunt wordt toegewezen in het kader van zijn toegangsverantwoordelijkheid.

“Toegangsverantwoordelijke belast met de injectie”: de Toegangsverantwoordelijke aan wie de injectie in een Injectiepunt wordt toegewezen in het kader van zijn toegangsverantwoordelijkheid.

“Toevoegingsaanvraag”: de aanvraag tot toevoeging van één of meerdere Toegangspunten aan het Contract overeenkomstig artikel 10 van het Contract.

“**Tweede Factuur**”: de tweede factuur uitgeschreven door ELIA overeenkomstig artikel 4.3. van het Contract.

“**Wet van 2 augustus 2002**”: de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, en zoals aangepast van tijd tot tijd.

1.2. Aanvullende interpretatieregels

De titels en hoofdingen in het Contract worden enkel opgenomen voor de eenvoud van verwijzing en drukken op geen enkele wijze de bedoeling van Partijen uit. Zij zullen niet in overweging worden genomen bij de interpretatie van de bepalingen van het Contract.

De Bijlagen van het Contract maken integraal deel uit van het Contract. Elke verwijzing naar het Contract omvat de Bijlagen, en vice versa. Indien er een interpretatieconflict is tussen een Bijlage van dit Contract en één of meerdere bepalingen van dit Contract, zullen de bepalingen van dit Contract voorrang hebben. Indien de Toegangshouder praktische vragen heeft betreffende de interpretatie van een procedure vermeld in dit contract of in de Bijlage daarbij, zal hij deze vraag voorleggen aan ELIA.

De concretisering in het Contract van een specifieke verplichting of bepaling opgenomen in de Technische Reglementen, zal op geen enkele wijze worden geacht afbreuk te doen aan de verplichtingen of bepalingen die, krachtens de Technische Reglementen toepassing dienen te vinden op de relevante situatie.

Artikel 2: Voorwerp van het Contract

Het Contract regelt de contractuele rechten en verplichtingen van de Partijen met betrekking tot de Toegang tot het ELIA-Net voor wat betreft Injectie- en/of Afnamepunten rechtstreeks aangesloten op het ELIA-Net.

Het Contract geldt voor alle Toegangspunten waarvoor de Toegangshouder toegang heeft gekregen tot het ELIA-Net en die ingeschreven zijn in het Register van Toegangspunten.

Elke Partij is zich bewust van de onderlinge samenhang die bestaat tussen het aansluitingscontract, het contract van toegangsverantwoordelijke en het Toegangscontract die elk ten aanzien van elkaar een noodzakelijk accessorium zijn voor de veiligheid, betrouwbaarheid en de efficiëntie van het ELIA-Net en die derhalve onmisbaar zijn voor de uitvoering van de contractuele relatie.

De Partijen zorgen ervoor dat hun contractuele relaties ten aanzien van elkaar steeds steunen op het bestaan en de goede uitvoering van de nodige contractuele afspraken met de relevante partijen die een aansluitingscontract en/of een contract van toegangsverantwoordelijke hebben afgesloten met ELIA of een andere netbeheerder binnen de Belgische regelzone.

DEEL II: ALGEMENE VOORWAARDEN

Artikel 3: Bewijs van de financiële solvabiliteit van de Toegangshouder

Het sluiten van het Contract veronderstelt dat de Toegangshouder het bewijs levert van zijn financiële solvabiliteit.

Het bewijs van de financiële solvabiliteit van de Toegangshouder bij het sluiten van het Contract veronderstelt dat de Toegangshouder voldoet aan de bijzondere bepalingen inzake financiële waarborgen zoals overeengekomen in het Contract.

Tijdens de gehele duur van het Contract moet de Toegangshouder, op gemotiveerd verzoek van ELIA, het bewijs leveren aan ELIA van zijn financiële solvabiliteit.

De financiële solvabiliteit van de Toegangshouder tijdens de uitvoering van het Contract is een essentieel bestanddeel van het met ELIA afgesloten contract en van de door ELIA aangegane verbintenissen.

Artikel 4: Facturatie- en betalingsvoorwaarden

4.1. Facturen

Facturen worden opgesteld op grond van de technische modaliteiten en de periodiciteit bepaald in het Contract.

Facturen worden verzonden naar het facturatieadres van de Toegangshouder zoals aangeduid in het Contract.

Overeenkomstig het hierna bepaalde, maakt ELIA maandelijks in kalendermaand M aan de Toegangshouder een factuur (de "Basisfactuur") over die betrekking heeft op de maand volgend op de lopende kalendermaand M (zijnde M+1), en een factuur die een regularisatie is van de kalendermaand voorafgaand aan de lopende kalendermaand M (zijnde M-1) (de "Tweede Factuur").

Deze factuur wordt verzonden naar het facturatieadres bepaald in Bijlage 1 van het Contract.

4.2. Basisfactuur

De Basisfactuur heeft betrekking op de kalendermaand M+1 en bevat:

- De termen voor vermogensonderschrijvingen voor afname en injectie;
- De termen voor vermogensonderschrijving voor afname met Lokale productie;
- De voorafbetaling voor systeembeheer;

De voorafbetaling voor het systeembeheer wordt berekend op basis van 90% van de energie die werd afgenomen gedurende de kalendermaand M-1 in de Afnamepunten waarvoor de Toegangshouder toegang heeft gekregen tot het ELIA-Net krachtens het Contract. Voor de eerste twee facturen met betrekking tot de voorafbetalingen voor systeembeheer zal ELIA uitgaan van de geschatte maandelijkse afgenomen energie per Afnamepunt.

- De voorafbetaling voor de ondersteunende diensten, zijnde
 - Primaire regeling van de frequentie, secundaire regeling van het evenwicht van de Belgische zone en de black-start service;
 - Regeling van de spanning en het reactief vermogen;
 - Congestiebeheer;
 - Compensatie van actieve netverliezen, voor zover deze compensatie voor de desbetreffende afname is verschuldigd aan ELIA krachtens de toepasselijke wetten en reglementen.

De voorafbetaling voor de ondersteunende diensten wordt berekend volgens dezelfde methodiek als hierboven vermeld voor systeembeheer.

De Basisfactuur zal verzonden worden na de 20^e dag van de kalendermaand M.

4.3. Tweede Factuur

De Tweede Factuur maakt een regularisatie uit met betrekking tot de kalendermaand M-1 en bevat:

- De afrekening voor systeembeheer, met betrekking tot de kalendermaand M-1, verminderd met de voorafbetalingen voor systeembeheer met betrekking tot dezelfde kalendermaand M-1;
- De afrekening voor ondersteunende diensten, met betrekking tot de kalendermaand M-1, verminderd met de voorafbetalingen voor ondersteunende diensten met betrekking tot dezelfde kalendermaand M-1;
- Het bedrag van de toeslagen;
- In voorkomend geval, de term voor bijkomend vermogen;
- In voorkomend geval, de term voor overschrijding van reactief vermogen;
- In voorkomend geval, de vergoeding van de aansluiting op het ELIA-Net.

De Tweede Factuur zal verzonden worden in de loop van de kalendermaand M.

4.4. Betalingstermijn

Facturen moeten, netto zonder korting, door de Toegangshouder aan ELIA betaald worden binnen de 15 dagen volgend op de ontvangst, die geacht wordt plaats te vinden 3 dagen na de verzendingsdatum.

Bij gebreke van betaling binnen de gestelde termijn van 18 dagen na de verzendingsdatum heeft ELIA, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, recht op de interest bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002. De interest zal verschuldigd zijn vanaf de 18^e dag na verzendingsdatum tot op de datum van algehele betaling.

Bovendien heeft ELIA dan, onverminderd haar recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, recht op de schadeloosstelling voorzien in artikel 6 van de Wet van 2 augustus 2002. De hierboven opgenomen bepalingen doen geen afbreuk aan de overige rechten van ELIA overeenkomstig toepasselijke wetten en reglementen en de bepalingen van het Contract.

4.5. Bezwaar

Elk bezwaar betreffende een factuur moet, om ontvankelijk te zijn, door de Toegangshouder vóór de 18^e dag na verzending van de factuur worden geformuleerd per aangetekend schrijven gericht aan ELIA, waarin de Toegangshouder zo omstandig en gedetailleerd als redelijkerwijs mogelijk is de redenen aangeeft die zijn bezwaar verantwoorden.

Een bezwaar heft geenszins de verplichting op om de factuur te betalen volgens de bepalingen van artikel 4.4. van het Contract, behoudens in geval het bezwaar van de Toegangshouder manifest gegrond is.

Indien de Toegangshouder overeenkomstig deze bepaling een betwiste factuur volledig heeft betaald en achteraf blijkt dat het overeenkomstig deze bepaling geformuleerde bezwaar gegrond is, heeft de Toegangshouder het recht de in voorkomend geval onverschuldigde betaalde bedragen terug te vorderen overeenkomstig de toepassing mutatis mutandis van artikel 4.4 van het Contract.

4.6. Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen

Bij gebreke van betaling van de factuur binnen de zeven (7) dagen na de ontvangst door de Toegangshouder van een ingebrekestelling per aangetekend schrijven vanwege ELIA, die geacht wordt plaats te vinden binnen de drie (3) dagen na de verzending ervan, zal ELIA, onverminderd de toepassing van de voorgaande bepalingen, het recht hebben om beroep te doen op de financiële waarborg zoals gepreciseerd in dit Contract. De maatregelen voor het invorderen van onbetaalde sommen zullen door ELIA op niet-discriminerende en redelijke wijze worden toegepast.

Artikel 5: Vertrouwelijkheid en bescherming van commerciële gegevens

Partijen verbinden zich er toe om de informatie die zij, in het kader van en naar aanleiding van het Contract met elkaar uitwisselen en van elkaar bekomen en die de mededelende Partij als vertrouwelijk bestempelt en/of die moet worden beschouwd als vertrouwelijk overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, vertrouwelijk te behandelen en niet mee te delen aan derden behoudens wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is:

1° indien ELIA en/of de Toegangshouder werd opgeroepen om in rechte te getuigen of in hun verhouding met de controle-autoriteiten voor de elektriciteitsmarkt of andere administratieve overheden;

2° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke informatie uitgaat;

3° wat betreft ELIA, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie er zich toe verbindt aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven door ELIA;

4° indien deze informatie gemakkelijk en gewoonlijk toegankelijk is of voor het publiek beschikbaar is;

5° wanneer de mededeling door ELIA en/of de Toegangshouder onmisbaar is voor technische of veiligheidsredenen, onder meer aan de onderaannemers en/of hun werknemers en/of hun vertegenwoordigers, voor zover deze bestemming(en) gebonden zijn door regels van vertrouwelijkheid die op gepaste wijze de bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie waarborgen.

Partijen aanvaarden dat de vertrouwelijkheid van gegevens niet tussen hen kan worden ingeroepen, noch ten aanzien van andere personen, onder meer de Netgebruiker, betrokken bij de uitvoering van het Contract.

Onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen blijft deze bepaling in ieder geval geldig tot 5 jaar na de beëindiging van het Contract.

Artikel 6: Geschillenbeslechting

Conform het Koninklijk Besluit van 3 mei 1999 betreffende het beheer van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, en meer bepaald artikel 14, verklaart hierbij de Toegangshouder dat hij door ELIA, voorafgaand het ondertekenen van het Contract, op de hoogte werd gebracht van zijn rechten conform dit artikel 14 en onder meer dat de geschillen betreffende de toegang tot het ELIA-Net, de toepassing van het Technisch Reglement Transmissie of de tarieven bedoeld in artikel 12 van de Elektriciteitswet mogen worden voorgelegd, naargelang zijn keuze, aan bemiddeling of arbitrage overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 28 van de Elektriciteitswet.

In voorkomend geval verklaart de Toegangshouder hierbij ook dat ELIA hem en de Netgebruiker, voorafgaand het ondertekenen van het Contract, op de hoogte heeft gebracht van de bepalingen in verband met geschillenregeling zoals bepaald in de gewestelijke wetten en reglementen.

Elk geschil met betrekking tot het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van het Contract of van latere contracten of operaties die er zouden kunnen uit voortvloeien, alsook elk ander geschil betreffende of verband houdend met het Contract zal naar keuze van de meest gerede partij:

- tot de bevoegdheid behoren van de Rechtbank van koophandel te Brussel;
- worden voorgelegd aan de door de bevoegde reguleringsinstantie georganiseerde bemiddelings- of arbitrage dienst overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen; of
- worden voorgelegd aan een ad hoc arbitrage overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Gelet op de complexe verhoudingen, aanvaarden Partijen bij deze, teneinde de toepassing van de regels inzake samenhang of tussenkost mogelijk te maken, hetzij om in geval van samenhangende geschillen afstand te doen van elk arbitragebeding teneinde in een andere gerechtelijke procedure tussen te komen, hetzij, omgekeerd, om afstand te doen van een gerechtelijke procedure teneinde deel te nemen aan een meerpartijen arbitrage. In geval van verdeeldheid wordt de voorkeur gegeven aan de eerst ingeleide procedure.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht van een Partij om een geschil met betrekking tot de toegang tot het transmissienet voor te leggen aan de Geschillenkamer, en dit voor geschillen waarvoor deze laatste bevoegd is.

Artikel 7: Maatregelen in geval van een noodsituatie en/of overmacht

7.1. Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie

De uitvoering van de verplichtingen voorwerp van het Contract, waarvoor overmacht en/of een noodsituatie zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen wordt ingeroepen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot overmacht en/of noodsituatie.

Onder overmacht dient te worden begrepen alle redelijkerwijs niet te voorzienbare voorvallen, voorgekomen na de afsluiting van het Contract en niet te wijten aan een fout van één van de Partijen, die de uitvoering van het Contract tijdelijk, of definitief, onmogelijk maken. Situaties van overmacht zijn onder meer:

- 1° natuurrampen, voortvloeiende uit aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere klimatologisch uitzonderlijke situaties;
- 2° een nucleaire of chemische explosie en zijn gevolgen;
- 3° een computervirus, een computercrash om redenen andere dan ouderdom of gebrek aan onderhoud van dit informatica-systeem;
- 4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid voor het ELIA-Net om elektriciteit uit te wisselen omwille van storingen binnen de regelzone veroorzaakt door elektriciteitsstromen die het resultaat zijn van energie-uitwisselingen binnen een andere regelzone of tussen twee of meerdere andere regelzones en waarvan de identiteit van de marktdeelnemers betrokken bij deze energieuitwisselingen niet gekend is en redelijkerwijze niet gekend kan zijn door ELIA;

- 5° de onmogelijkheid het ELIA-Net te gebruiken omwille van een collectief geschil dat aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of groepen van werknemers) of elk ander arbeidsgeschil;
- 6° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, criminele dwang en bedreigingen van dezelfde aard;
- 7° al dan niet verklaarde staat van oorlog, een oorlogsdreiging, een invasie, een gewapend conflict, blokkade, revolutie of opstand;
- 8° een maatregel van hogerhand.

De Partij die een situatie van overmacht en/of een noodsituatie inroept, zal zo snel mogelijk de andere Partij op de hoogte brengen per telefoon en/of e-mail en/of fax van de reden waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.

De Partij die een situatie van overmacht en/of noodsituatie inroept, stelt niettemin alles in het werk om de gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verplichtingen t.a.v. de andere Partij, het ELIA-Net en derden te beperken en zijn verplichtingen opnieuw te vervullen.

Indien de periode van overmacht en/of noodsituatie een duur heeft van 30 opeenvolgende dagen of meer en dat een Partij, als gevolg van de situatie van overmacht en/of noodsituatie, niet in staat is om de essentiële verplichtingen van het Contract na te komen, mag een Partij het Contract opzeggen met onmiddellijke ingang via een gemotiveerd aangetekend schrijven.

7.2. Maatregelen

In geval zich een noodsituatie of een meervoudige incidentsituatie, zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen voordoet of ingeval ELIA meent dat een noodsituatie zich redelijkerwijze zou kunnen voordoen, kan ELIA de nodige maatregelen, eventueel preventief, treffen die beschreven staan in de Technische Reglementen, waaronder het hanteren van de reddingscode en de heropbouwcode.

De reddingscode bepaalt de operationele procedures in het kader van een noodsituatie en omvat ook het afschakelplan, dat onder meer de procedures en prioriteiten inzake afschakelen van netgebruikers bepaalt.

De heropbouwcode bevat de operationele procedures voor de heropbouw van het elektrisch systeem.

De reddingscode en de heropbouwcode kunnen geconsulteerd worden op vraag van de Toegangshouder. Deze codes kunnen op elk moment door ELIA worden gewijzigd volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de reddingscode en de heropbouwcode en de eventuele latere wijzigingen zijn van toepassing op de Partijen.

De Toegangshouder verbindt zich ertoe onverwijld alle maatregelen overeenkomstig de voorafgaande bepalingen na te leven die hem door ELIA per telefoon en/of e-mail en/of fax worden meegedeeld teneinde noodsituaties te voorkomen en/of te verhelpen.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Artikel 8: Aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke en de leverancier

De aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie zijn gevoegd in Bijlage 3, 9 & 10 van het Contract.

Voor zover toegelaten door de toepasselijke wetten en reglementen worden de specifieke modaliteiten voor de aanduiding van meerdere Toegangsverantwoordelijken per Toegangspunt aangeduid in Bijlage 9 en 10 van het Contract.

DEEL III: BIJZONDERE VOORWAARDEN

Artikel 9: Identiteit van de Toegangshouder en toegangsprocedure

De identiteit en de persoonlijke gegevens van de Toegangshouder zijn gevoegd in Bijlage 1.

Met het oog op het afsluiten van het Contract heeft de Toegangshouder een Toegangsaanvraag bij ELIA ingediend minstens één maand voorafgaand aan de kalendermaand waarvoor Toegang tot het ELIA-Net wordt verleend aan de Toegangshouder krachtens het Contract, en dit overeenkomstig de procedure gepubliceerd op de internet site van ELIA (www.elia.be). De Toegangsaanvraag met inbegrip van de door de betrokken partijen ondertekende daartoe bestemde formulieren zijn gevoegd in Bijlage 1 tot 3 van het Contract en Bijlage 9 en 10 van het Contract.

Voor zover toegelaten door de toepasselijke wetten en reglementen worden de specifieke modaliteiten voor de aanduiding van meerdere Toegangsverantwoordelijken per Toegangspunt aangeduid in Bijlage 9 en 10 van het Contract.

Artikel 10: Procedure voor het toevoegen van Toegangspunten aan het Contract (*switching-procedure*)

Op aanvraag van de Toegangshouder kunnen Toegangspunten worden toegevoegd aan het Contract volgens de hieronder bepaalde procedure.

De Toevoegingsaanvraag wordt door de Toegangshouder ingediend bij ELIA door het overmaken van het daartoe bestemde formulier in Bijlage 2 van het Contract. De indiening bij ELIA zal gebeuren door het versturen van dit formulier via e-mail, met bevestiging per fax, gericht aan de Contactpersoon Contractuele Relaties zoals vermeld in Bijlage 5 van het Contract.

De Toevoegingsaanvraag dient door ELIA te zijn ontvangen minstens één maand voorafgaand aan de kalendermaand waarvoor de Toegang tot het ELIA-Net voor de desbetreffende Toegangspunten wordt verleend aan de Toegangshouder krachtens dit Contract.

Volgend op de ontvangst van de Toevoegingsaanvraag zal ELIA de partij in wiens bestaande Toegangscontract deze Toegangspunten reeds waren opgenomen, op de hoogte brengen.

Bij goedkeuring van de Toevoegingsaanvraag zal ELIA het Register van Toegangspunten aanpassen en hiervan een bevestiging sturen aan de Toegangshouder ten laatste binnen de 15 werkdagen na de datum van de ontvangst van de volledige Toevoegingsaanvraag.

Artikel 11: Wijziging van de aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke en/of van de aanduiding van de leverancier

Elke wijziging van de aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke en/of van de aanduiding van de leverancier moet aan ELIA worden meegedeeld met gebruik van het daartoe bestemde formulier in Bijlage 3 van het Contract met onder meer de aanduiding van de datum waarop deze wijziging zal ingaan.

Elke beëindiging van de aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en/of van de aanduiding van de leverancier moet door de Toegangshouder zelf ter kennis worden gebracht aan de betrokken Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en/of de leverancier overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen. Een kopie van deze kennisgeving van beëindiging moet worden overgemaakt aan ELIA.

Elke in dit artikel genoemde wijziging en beëindiging moet aan ELIA worden meegedeeld met een voorafgaande kennisgeving van minstens 5 werkdagen gericht aan de Contactpersoon Contractuele Relaties zoals aangeduid in Bijlage 5 van het Contract.

Voor zover de toepasselijke wetten en reglementen een langere periode van voorafgaande kennisgeving voorop stellen of toelaten, kan ELIA zulke langere kennisgevingperiode opleggen.

De Partijen erkennen en aanvaarden uitdrukkelijk dat de hierboven opgenomen bepalingen geenszins afbreuk beogen te doen aan de verplichtingen van de Toegangshouder ten overstaan van zijn medecontractanten krachtens overeenkomsten waarbij ELIA geen partij is.

Artikel 12: Duur van het Contract

Dit contract treedt in werking op ____/____/____.

Behoudens in geval van beëindiging en/of opzegging overeenkomstig artikel 16 van het Contract, geldt het Contract voor een onbepaalde duur. De einddatum van alle ondertekeningen die de Toegangshouder aanvraagt krachtens het Contract moet vallen binnen de looptijd van het Contract.

Artikel 13: Financiële Garanties

13.1. Algemeen

De Toegangshouder zal aan ELIA een bankgarantie bezorgen die, voor de duur van het Contract vermeerderd met drie maanden, voldoet aan de hierna gepreciseerde voorwaarden.

De Toegangshouder erkent dat de bankgarantie een essentiële voorwaarde van het Contract is.

De bankgarantie is een zekerheid voor de tijdige en volledige betaling van alle verplichtingen die uit het Contract, en de eventuele schorsing en/of beëindiging daarvan, voortvloeien, alsook de verplichtingen overeenkomstig artikel 16.5. van het Contract.

De bankgarantie dient de vorm aan te nemen van een bankgarantie op eerste verzoek, uitgegeven door een financiële instelling met een officiële rating van minstens "BBB" toegekend door het credit rating bureau Standard & Poors ("S&P") of Baa2 bij het bureau Moody's Investor Services (Moody's).

De bankgarantie dient een duur te hebben van minstens één kalenderjaar en dient te worden vernieuwd zodat de vereiste zekerheid voor de volledige duurtijd van het Contract vermeerderd met een periode van drie maanden wordt behouden.

Het bedrag gewaarborgd door de bankgarantie is 1/12^{de} van de raming van de jaarlijks te betalen vergoeding door de Toegangshouder aan ELIA zoals berekend overeenkomstig de berekeningmodaliteiten aangeduid in Bijlage 6 van het Contract.

Het standaardformulier van de bankgarantie op eerste verzoek is gevoegd in Bijlage 7 van het Contract.

13.2. Hernieuwing / aanpassing van de bankgarantie

De Toegangshouder zal aan ELIA, ten minste één kalendermaand vóór het einde van de bestaande bankgarantie, ofwel het bewijs bezorgen dat de financiële instelling die de bankgarantie heeft uitgegeven, de duur van deze garantie heeft verlengd zonder enige wijziging daarvan ofwel een nieuwe bankgarantie bezorgen die voldoet aan de voorwaarden van artikel 13 van het Contract.

Bij elke hernieuwing en/of aanpassing van de bankgarantie hebben Partijen het recht te verzoeken om de bankgarantie aan te passen rekening houdend met de meest recente meetgegevens op basis van de berekeningswijze aangeduid in Bijlage 6 van het Contract.

De financiële instelling die de garantie uitgeeft dient te voldoen aan de minimumrating vereiste zoals hierboven aangegeven. In geval van het verlies van de vereiste rating, dient de Toegangshouder aan ELIA een nieuwe bankgarantie te bezorgen van een financiële instelling die voldoet aan de minimum rating vereisten, binnen de 20 Bankwerkdagen na het verlies van de minimum rating door de eerste financiële instelling.

Indien ELIA beroep doet op de bankgarantie, zal ELIA de Toegangshouder, binnen een periode van 15 (vijftien) Bankwerkdagen nadat ELIA op de bankgarantie een beroep heeft gedaan, ofwel het bewijs bezorgen dat de financiële instelling die de bankgarantie heeft uitgegeven het bedrag van deze bankgarantie terug tot op het contractueel vereiste niveau heeft aangepast ofwel een nieuwe bankgarantie bezorgen die voldoet aan de voorwaarden van artikel 13 van het contract.

Bij elke toevoeging van één of meerdere Toegangspunten aan het Contract zoals bepaald in artikel 10 van het Contract, moet de bankgarantie zijn aangepast op basis van de berekeningswijze aangeduid in Bijlage 6 van het Contract. In geval van verwijdering van één of meerdere Toegangspunten uit het Contract, kan de Toegangshouder eveneens een aanpassing van de bankgarantie bekomen op basis van dezelfde berekeningswijze.

13.3. Restitutie van de bankgarantie

Bij de opzegging en/of beëindiging van het Contract wegens om het even welke reden, zal ELIA de bankgarantie aan de Toegangshouder terugbezorgen indien vaststaat dat de Toegangshouder aan al zijn verbintenissen voortvloeiende uit het Contract of de opzegging en/of beëindiging ervan heeft voldaan.

Artikel 14: Onderschrijving voor Toegang tot het ELIA-Net

In het kader van de Toegang tot het ELIA-Net heeft de Toegangshouder de mogelijkheid om, tijdens de duur en overeenkomstig de bepalingen van het Contract, een vermogen te onderschrijven volgens de hierna opgegeven formules, en dit per Toegangspunt:

- (i) onderschrijving voor injectie van Actief vermogen in Injectiepunten;
- (ii) onderschrijving voor afname van Actief vermogen in Afnamepunten;
- (iii) onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie.

Ook een combinatie van de verschillende onderschrijvingsformules is mogelijk. De som van de onderschreven vermogens voor een bepaald Toegangspunt dient evenwel steeds kleiner dan of gelijk te zijn aan het Aansluitingsvermogen voor dat Toegangspunt.

14.1. Procedure voor onderschrijving van vermogen

De vermogensonderschrijvingen door de Toegangshouder betreffen Actieve vermogens op kwartierbasis en dienen te gebeuren met een precisie van 1 kW, en dit per Toegangspunt. De onderschreven vermogens worden steeds als positieve waarden uitgedrukt.

Elke aanvraag voor een onderschrijving dient bij ELIA te zijn toegekomen vóór de 20^e van de kalendermaand voorafgaand aan de kalendermaand waarop de aangevraagde onderschrijving betrekking heeft en dit volgens de praktische modaliteiten aangeduid in Bijlage 4 van het Contract.

De Partijen erkennen en aanvaarden uitdrukkelijk dat, indien de aanvraag voor de onderschrijving voor een bepaald Toegangspunt niet wordt ingediend overeenkomstig de praktische modaliteiten aangeduid in Bijlage 4 van het Contract, dit neerkomt op een onderschrijving van 0 MW voor dat Toegangspunt.

14.2. Onderschrijving voor afname en/of injectie van vermogen in Toegangspunten

14.2.1. Jaaronderschrijving

Per Toegangspunt heeft de Toegangshouder de mogelijkheid om een onderschrijving aan te vragen voor een duur van 12 kalendermaanden. Elke aanvraag voor een jaaronderschrijving vermeldt het Actief vermogen dat de Toegangshouder wenst te onderschrijven. Een jaaronderschrijving ligt vast voor de duur van de onderschrijving.

14.2.2. Maandonderschrijving

Per Toegangspunt heeft de Toegangshouder de mogelijkheid om een onderschrijving aan te vragen voor een duur van 1 kalendermaand. Deze maandonderschrijving wordt toegevoegd aan een eventuele jaaronderschrijving geldig voor dit Toegangspunt. Elke aanvraag voor een maandonderschrijving vermeldt het Actief vermogen dat de Toegangshouder wenst te onderschrijven. Voor deze vorm van onderschrijving kan de Toegangshouder een verschillend vermogen meedelen voor piekuren, daluren en weekend. Een maandonderschrijving ligt vast voor de duur van de onderschrijving.

14.3. Onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie

Per Afnamepunt waarmee een Lokale productie verbonden is, heeft de Toegangshouder de mogelijkheid een onderschrijving aan te vragen voor een duur van 12 kalendermaanden voor Toegang voor afname gedekt door Lokale productie. Een onderschrijving voor afname gedekt door Lokale productie is beperkt tot het nominaal vermogen van de in het Register van Toegangspunten vermelde Lokale productie-eenhe(i)d(en) voor het desbetreffend Toegangspunt, en zal in geen geval groter zijn dan 75 MW.

De activering van de kwartieren waarop de Toegangshouder in voorkomend geval recht heeft op deze onderschrijving, gebeurt automatisch door ELIA op de kwartieren waarbij er een netto-afname vastgesteld wordt in het desbetreffend Afnamepunt die hoger is dan het standaard onderschreven vermogen (d.i. de som van de onderschreven vermogens op jaarbasis en op maandbasis) in het desbetreffend Afnamepunt, en zal in ieder geval beperkt worden tot maximaal 4000 kwartieren.

14.4. Overschrijding van het onderschreven vermogen

In geval de gemeten afname en/of injectie van actieve energie in een gegeven Toegangspunt hoger ligt dan de voor datzelfde Toegangspunt geldende onderschrijving (d.i. de som van de geldende jaaronderschrijvingen, de geldende maandonderschrijvingen en de geldende onderschrijvingen voor Afname gedekt door Lokale productie (met voor deze laatste het maximum van 4000 kwartieren) wordt het in het Tarief voor de Toegang voorziene tarief voor bijkomend vermogen toegepast.

Artikel 15: Vergoedingen

15.1. Vergoedingen voor Toegang tot het ELIA-Net

De tarieven toepasselijk inzake de Toegang tot het ELIA-Net zijn de jaarlijks door de CREG goedgekeurde tarieven. Indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, zijn tijdelijk de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn.

15.2. Vergoedingen voor aansluiting op het ELIA-Net

In zover de Toegangshouder krachtens het Contract de Toegang tot het ELIA-Net bekomt voor één of meerdere Netgebruikers die nog geen aansluitingsovereenkomst overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen hebben gesloten met ELIA, betaalt de Toegangshouder de vergoeding voor de aansluiting (overeenkomstig het tarief voor de aansluiting) voor rekening van de betrokken Netgebruiker.

De tarieven toepasselijk inzake aansluitingen zijn de jaarlijks door de CREG goedgekeurde tarieven. Indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, zijn tijdelijk de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn. De vergoedingen op basis van deze tarieven worden opgenomen in Bijlage 8 van het Contract.

15.3. Door de Toegangshouder verschuldigde BTW, toeslagen en heffingen

De krachtens Artikel 15 van het Contract toepasselijke tarieven zijn netto-bedragen, te verhogen met de BTW alsook de eventuele wettelijke of reglementaire toeslagen of heffingen die nog niet in de tarieven zijn opgenomen en door de Toegangshouder zijn verschuldigd aan ELIA.

Nieuwe belastingen, toeslagen of heffingen, van welke aard ook of verhogingen van bestaande belastingen, heffingen of toeslagen opgelegd door een bevoegde overheid en die betrekking hebben op de voor het transport dienende installaties, op de transformatie van het ELIA-Net, op de meeting en/of het gebruik van elektrische energie zijn ten laste van de Toegangshouder.

Artikel 16: Schorsing en/of beëindiging van toegekende toegangsrechten of van het Contract

16.1. Schorsing en/of beëindiging van het Contract door ELIA wegens onvoldoende capaciteit en/of niet voldoen aan technische voorschriften

Onverminderd de overige gevallen van schorsing en/of beëindiging overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract, kan ELIA de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten, zonder dat een voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, ten laste van de Toegangshouder schorsen door het louter versturen van een gemotiveerd aangetekend schrijven gericht aan de Toegangshouder indien:

1. conform artikel 173 van het Technisch Reglement Transmissie, ELIA vaststelt dat er een gebrek aan capaciteit is op het ELIA-Net, d.w.z. ondermeer in geval van overbelasting van het ELIA-Net of in geval van mogelijke overbelasting van het net, hierin begrepen het geval van de onbeschikbaarheid van het geheel of een deel van de capaciteit om redenen van veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net;

2. de Toegangshouder (of de Netgebruiker voor wie hij optreedt) niet of niet meer voldoet aan de technische voorschriften vermeld in de Technische Reglementen zoals ondermeer bedoeld in Artikel 20 van het Contract, en daarbij de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net acuut in gevaar brengt;

3. in geval de Toegangshouder (of de Netgebruiker voor wie hij optreedt) niet of niet meer voldoet aan de technische voorschriften vermeld in de Technische Reglementen zoals ondermeer bedoeld in Artikel 20 van het Contract, daarbij de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-Net in gevaar brengt en, na ingebrekestelling door ELIA, niet binnen de aangegeven redelijke termijn hieraan verhelpt.

De schorsing van de Toegang tot het ELIA-Net voor al de Toegangspunten die onder het Contract zijn toegekend heeft de schorsing van het gehele Contract tot gevolg.

Indien aan de situatie die aanleiding heeft gegeven tot de schorsing van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten of van het gehele Contract overeenkomstig deze bepaling niet is verholpen binnen een termijn van 30 dagen vanaf de ontvangst van het aangetekend schrijven waarbij de schorsing is ter kennis gebracht aan de Toegangshouder, kan ELIA het Contract automatisch, zonder dat een voorafgaandelijke rechterlijke machtiging vereist is vervroegd beëindigen door het louter versturen van een gemotiveerd aangetekend schrijven gericht aan de Toegangshouder. De ontvangst van voormeld aangetekend schrijven wordt geacht plaats te vinden 3 dagen na de verzendingsdatum.

16.2. Beëindiging door beide Partijen van het Contract

Onverminderd de overige gevallen van schorsing en/of beëindiging overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract, kan elke Partij het Contract, , ten laste van de andere Partij beëindigen mits voorafgaande rechterlijke machtiging indien :

1. De andere Partij in gebreke blijft één van haar verbintenissen na te leven;;
2. een belangrijke en nadelige wijziging plaatsvindt in het juridisch statuut, de juridische structuur, de activiteiten, het bestuur of de financiële toestand van de andere Partij, die redelijkerwijze tot de conclusie voert dat de bepalingen en voorwaarden van het Contract door deze Partij niet zullen kunnen worden nageleefd.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht voor de Toegangshouder om opnieuw toegang te bekomen tot het ELIA-Net overeenkomstig artikel 15 van de Elektriciteitswet, zodra al de verbintenissen van de Toegangshouder zijn nageleefd en hij opnieuw in staat is de verbintenissen van een Toegangshouder na te komen.

16.3. Opzegging door de Toegangshouder

Onverminderd de overige gevallen van beëindiging overeenkomstig de geldende wetten of reglementen en/of het Contract, kan de Toegangshouder het Contract met een opzeggingstermijn van 3 maanden beëindigen door het louter versturen van een aangetekend schrijven gericht aan ELIA voor zover er ten hoogste op het einde van deze opzeggingstermijn van drie maanden geen Toegangspunten nog langer het voorwerp uitmaken van het Contract.

In geval de Toegangshouder aan het einde van de opzegperiode nog niet al zijn contractuele verbintenissen is nagekomen, zal het Contract voor de uitvoering van deze verbintenissen blijven verder bestaan tot op het ogenblik dat alle contractuele verplichtingen van de Toegangshouder overeenkomstig het Contract geldig zijn nagekomen.

16.4. Gevolgen van schorsing en/of beëindiging voor de Toegangshouder

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract in haar geheel, die te wijten is aan een tekortkoming van de Toegangshouder, zal de Toegangshouder gehouden blijven tot voldoening van alle betalingsverplichtingen ontstaan tijdens de duur of naar aanleiding van de schorsing en/of beëindiging van Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract, en deze betalingsverplichtingen zullen in dat geval onmiddellijk opeisbaar worden, niettegenstaande enige andersluidende bepaling.

In alle andere gevallen van schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract in haar geheel zal de Toegangshouder gehouden blijven tot voldoening van alle betalingsverplichtingen ontstaan tijdens de duur of naar aanleiding van de schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract, volgens de toepasselijke termijnen. De Toegangshouder zal zich in voorkomend geval niet op de schorsing en/of beëindiging kunnen beroepen om de nakoming van zijn eigen verbintenis op te schorten en/of te beëindigen.

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract door ELIA (i) zal de Toegangshouder geen onderschrijvingen voor de desbetreffende Toegangspunten meer kunnen aanvragen waarvan de einddatum zou vallen ná de effectieve schorsingsdatum respectievelijk beëindigingdatum en (ii) zal ELIA, niettegenstaande enige andersluidende bepaling in het Contract, op de effectieve schorsingsdatum respectievelijk beëindigingdatum een einde stellen aan eventueel nog lopende onderschrijvingen voor de desbetreffende Toegangspunten.

16.5. Aanduiding van de Netgebruiker(s) als toegangshouder

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van de Toegang tot het ELIA-Net voor één of meerdere Toegangspunten en/of van het Contract in haar geheel die te wijten is aan een tekortkoming van de Toegangshouder, en voor zover de Toegangshouder niet zelf de Netgebruiker is en onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen, neemt de betrokken Netgebruiker de rechten en plichten van het Contract over voor een maximumduur van 2 maanden. Binnen deze periode van 2 maanden moeten de desbetreffende Toegangspunten opgenomen worden in een nieuw of bestaand Toegangscontract.

Artikel 17: Procedure voor mededeling van de reële afname in de Afnamepunten

ELIA stelt de meetgegevens ter beschikking overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, en stelt de gevalideerde meetgegevens ter beschikking minstens op maandelijkse basis.

In geval ELIA niet-gevalideerde meetgegevens ter beschikking stelt, houden deze geen enkele garantie in met betrekking tot de volledigheid en juistheid. ELIA kan niet aansprakelijk gesteld worden, op welke wijze dan ook, voor Schade voortvloeiend of verband houdend met de niet-gevalideerde meetgegevens.

Partijen kunnen overeenkomen om bijkomende specifieke dienstverleningen inzake meetgegevens ter beschikking te stellen.

Artikel 18: Aansprakelijkheid van de Partijen in het kader van het Contract

De hierna volgende bepalingen zijn van toepassing op alle gevallen waarin de aansprakelijkheid van een Partij in het gedrang wordt gebracht, op welke grond dan ook (contractueel, buitencontractueel of anderszins); deze bepalingen, gelden voor alle rechten, verhaalsmogelijkheden of schadeloosstellingen waarop Partijen aanspraak zouden kunnen maken, ongeacht de omstandigheden waarin die zich voordoen.

De bedragen in dit artikel worden jaarlijks geïndexeerd op de verjaardag van de ondertekening van het Contract, op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen in België van de maand voorafgaand aan die van de verjaardag van de ondertekening van het Contract (het "nieuwe indexcijfer"). De aangepaste bedragen worden berekend door toepassing van de volgende formule : het relevante bedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer van de consumptiegoederen in België van de maand die voorafgaat aan de maand tijdens dewelke het Contract in werking treedt volgens artikel 12 van het Contract.

18.1. Aansprakelijkheidsbeperking

Partijen zijn ten aanzien van elkaar enkel en uitsluitend aansprakelijk voor Schade veroorzaakt door bedrog, opzettelijke of grove fout begaan door één van de Partijen ten opzichte van de andere Partij in het kader van het Contract.

In geval van grove fout van ELIA is haar totale aansprakelijkheid voor de Schade voortvloeiend uit deze grove fout beperkt tot het bedrag van maximum 300,00 EUR voor elke MWh die wegens die fout niet kon geïnjecteerd en/of afgenomen worden in een Toegangspunt voor de duur van de netonderbreking.

Onverminderd het in de voorafgaande alinea genoemde maximumbedrag van 300,00 EUR en behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout, is de aansprakelijkheid van Partijen voor alle Schade beperkt tot het bedrag van maximum 1 miljoen EUR per schadegeval en per jaar, en 5 miljoen EUR per jaar voor het geheel van de vorderingen van de Partijen en derden die in hun geheel of hoofdzakelijk gesteund zijn op eenzelfde vastgestelde of vermoede oorzaak.

Met inachtneming van de voorafgaande alinea's, zullen in voorkomend geval de vorderingen van de Partijen en derden naar evenredigheid worden voldaan.

In geen geval, behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout, zal een Partij tegenover een andere Partij aansprakelijk zijn voor onrechtstreekse of onvoorzienbare Schade of voor immateriële Schade, waaronder maar niet beperkt tot winstderving en/of onderbreking van activiteiten.

18.2. Vrijwaring

Elke Partij vrijwaart de andere Partij en stelt haar tevens schadeloos voor alle aanspraken of vorderingen van derden tot vergoeding van Schade veroorzaakt of verbandhoudend met de niet naleving door de eerst genoemde Partij van de verplichtingen opgelegd door de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract.

18.3. Verplichting tot Schadebeperking

Inzake gebeurtenissen of omstandigheden waarvoor een Partij aansprakelijk is, of met betrekking tot dewelke deze Partij op welke grond ook gehouden is tot het nemen van maatregelen of het inzetten van middelen, zal de andere Partij de gepaste maatregelen nemen die in redelijkheid mogen worden verwacht tot beperking van de Schade, rekening houdend met de belangen van elk van de Partijen.

18.4. Kennisgeving van aanspraak op schadevergoeding

Van zodra een Partij weet heeft van enige aanspraak op schadevergoeding (met inbegrip van een aanspraak op schadevergoeding voortvloeiend uit een claim van een andere Toegangshouder, Netgebruiker of derde op de Toegangshouder) waarvoor deze mogelijks verhaal kan hebben op de andere Partij, zal die Partij de andere Partij daarvan onverwijld in kennis stellen. De kennisgeving zal geschieden door middel van een aangetekend schrijven, waarin de aard van de aanspraak, het bedrag ervan (indien gekend) en de berekeningswijze worden vermeld, dit alles in redelijk detail en met verwijzing naar wettelijke, reglementaire of contractuele bepalingen waarop de aanspraak gegrond zou zijn.

Artikel 19: Verzekering

Elke Partij zal de nodige verzekeringen afsluiten in verband met hun verplichtingen en aansprakelijkheden in het kader van het Contract. Bijgevolg zullen Partijen volgende verzekeringen voorzien gedurende de gehele duur van het Contract:

- Verzekering arbeidsongevallen; en
- Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid (met inbegrip van professionele aansprakelijkheid en nalevering).

Elke Partij verbindt zich ertoe de aansprakelijkheidsbeperkingen, in zover voorzien krachtens het Contract, uitdrukkelijk te doen aanvaarden en over te nemen door de verzekeraar.

Het bewijs van de verzekeringen zal worden aangetoond via een attest opgesteld door de verzekeraar met duidelijke vermelding van de verzekerde waarden en uitsluitingen, en zal door elke Partij op verzoek worden overgemaakt aan de andere Partij.

Artikel 20: Verklaringen en garanties van de Toegangshouder

20.1. Verklaringen en garanties

De Toegangshouder verklaart en garandeert op datum van ondertekening van het Contract:

1. Indien de Toegangshouder niet zelf de Netgebruiker is, dat hij door de Netgebruiker werd aangeduid als Toegangshouder voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Contract.
2. Dat het jaarlijks verbruik op elk van de sites verbonden aan de Afnamepunten volstaat opdat elk ervan als "in aanmerking komende afnemer" beschouwd kan worden overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen.
3. Dat de Netgebruiker(s) die hem, in voorkomend geval, hebben aangeduid als Toegangshouder, hem heeft (hebben) verklaard, of indien de Toegangshouder zelf netgebruiker is, dat hij verklaart dat zijn (hun) installaties conform zijn met de wettelijke en reglementaire vereisten die in voege zijn of zullen zijn.

In dit verband verbindt de Toegangshouder zich ertoe :

- op eerste verzoek van ELIA, zo spoedig mogelijk voldoende gedetailleerde contractuele en/of technische informatie aan ELIA te verschaffen, omtrent de betreffende Afname- en/of Injectiepunten; en
 - iedere aanpassing aan een Afname- en/of Injectiepunt voorafgaandelijk mede te delen aan ELIA, die hierover zijn toestemming dient te verlenen.
4. Dat hij over alle vergunningen beschikt vereist krachtens de Elektriciteitswet en de Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnantie.
 5. Dat hij voldoet aan alle krachtens de Elektriciteitswet en de Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnantie toepasselijke verplichtingen.
 6. Dat de naar aanleiding van de indiening en behandeling van de Toegangs aanvraag meegedeelde gegevens juist en volledig zijn.
 7. Dat de krachtens het Contract onderschreven vermogens, evenals het werkelijk afgenomen of geïnjecteerd vermogen, het Aansluitingsvermogen van de betrokken Toegangspunten die zijn ingeschreven in het Register van Toegangspunten van het Contract niet overschrijden.
 8. Dat hij voldoet aan de in artikelen 3 en 13 van het Contract bepaalde verplichtingen.

De Toegangshouder verbindt er zich bovendien toe alles te zullen doen en in het werk te zullen stellen opdat deze verklaringen juist en volledig zullen blijven en de garanties onverkort zullen blijven gelden gedurende de gehele duur van het Contract.

20.2. Aanvullende bepalingen inzake verklaringen en garanties

De Toegangshouder verbindt er zich toe ELIA zonder verwijl te verwittigen indien één of meerdere van de in het artikel 20.1 van het Contract beschreven verklaringen en garanties, alsook de verklaringen of garanties die desgevallend werden verstrekt bij het indienen van de Toegangsaanvraag, niet meer juist of volledig zouden zijn, of wanneer hij vermoedt (of in redelijkheid zou moeten vermoeden) dat dit het geval zal worden; dit geldt zowel met betrekking tot de verklaringen en garanties inzake de Toegangshouder zelf als, in het geval bedoeld in artikel 20.3 van het Contract, de verklaringen en garanties van of inzake elke Netgebruiker die de Toegangshouder heeft aangeduid.

De Toegangshouder verbindt er zich toe ELIA het bewijs te leveren dat de in artikel 20.1 van het Contract verstrekte verklaringen (zowel wat betreft de Toegangshouder zelf of, in voorkomend geval en redelijker wijze, elke Netgebruiker die de Toegangshouder heeft aangeduid op elk ogenblik juist en volledig zijn), en zulks binnen een redelijke termijn na de aanvraag daartoe door ELIA.

20.3. Optreden voor Contractspartijen

De Toegangshouder bevestigt hierbij uitdrukkelijk dat, in zover het Contract door hem wordt gesloten op grond van de aanduiding door de Netgebruiker(s), de in artikel 20.1 en 20.2 van het Contract opgenomen verklaringen, garanties en verbintenissen worden verstrekt en aangegaan niet alleen in eigen naam en voor rekening, maar tevens in naam en voor rekening van de betrokken Netgebruiker(s). De Toegangshouder verklaart uitdrukkelijk hiertoe aangesteld te zijn door (elk van) de Netgebruiker(s).

Artikel 21: Overige bepalingen

21.1. Wijziging van algemene voorwaarden

ELIA heeft het recht de algemene voorwaarden van het Toegangscontract te wijzigen na goedkeuring door de CREG en na overleg met de toegangshouders.

Deze aanpassingen zullen worden toegepast voor het geheel van de lopende Toegangscontracten en zullen ingaan op dezelfde datum.

Zulke aanpassingen worden van kracht binnen een redelijke termijn (met een minimum van 14 kalenderdagen), rekening houdend met de teneur van de geplande aanpassingen en de imperatieven verbonden aan de betrouwbaarheid, de veiligheid of efficiëntie van het ELIA-Net. Deze termijn zal pas ingaan vanaf de datum waarop de CREG haar goedkeuring heeft verleend aan de betrokken aanpassingen overeenkomstig artikel 6 van het Technisch Reglement Transmissie.

21.2. Contactpersonen en kennisgeving

De krachtens het Contract te verrichten kennisgevingen dienen te gebeuren aan de betrokken contactpersonen zoals vermeld in Bijlage 5 van het Contract voor wat betreft ELIA en aan de betrokken contactpersonen zoals vermeld in Bijlage 1 van het Contract voor wat betreft de Toegangshouder.

Aanpassingen aan de gegevens inzake deze contactpersonen moeten minstens 5 werkdagen vooraleer de wijziging in werking treedt worden meegedeeld aan de andere Partij.

21.3. Overdracht van verbintenissen

Elke Partij verbindt zich ertoe de rechten en plichten voortvloeiend uit het Contract noch geheel noch gedeeltelijk over te dragen (met inbegrip van iedere overdracht als gevolg van fusie, splitsing of overdracht of inbreng van een algemeenheid of een bedrijfstak (al dan niet krachtens de automatische overgangsregels)) aan een derde, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de andere Partij, die deze toestemming niet op onredelijke wijze zal weerhouden of uitstellen, inzonderheid wat betreft een mogelijke fusie of splitsing van vennootschappen.

Het contract, met de eruit voortvloeiende rechten en plichten, kan niettemin vrij worden overgedragen aan vennootschappen die als verbonden onderneming van een partij worden beschouwd in de zin van artikel 11 van het Belgische Wetboek van Vennootschappen, op voorwaarde evenwel dat de overnemer zich ertoe verbindt deze rechten en plichten terug aan de overdrager over te dragen (en de overdrager er zich toe verbindt deze overdracht te aanvaarden), van zodra de verbondenheid tussen de overdrager en de overnemer ophoudt te bestaan.

21.4. Volledig contract

Onverminderd de toepassing van de relevante wetten en reglementen houdt het Contract, samen met de Bijlagen, het volledige akkoord in tussen Partijen en omvat alle afspraken die tussen Partijen in het kader van het Contract overeengekomen werden.

De Toegangshouder aanvaardt onherroepelijk en onvoorwaardelijk dat zijn algemene aankoopvoorwaarden of andere algemene voorwaarden op geen enkele wijze toepassing zullen vinden op de rechten en verplichtingen van de Partijen in verband met de Toegang tot het ELIA-Net. Deze uitsluiting zal blijven gelden voor de duur van het Contract, niettegenstaande latere briefwisseling uitgaand van de Toegangshouder waarbij deze de toepasselijkheid van zijn algemene aankoopvoorwaarden of andere algemene voorwaarden zou voorop stellen.

21.5. Scheidbaarheid

Indien een bepaling van het Contract ongeldig zou zijn dan wel nietig verklaard wordt, zal dit de geldigheid van de overige bepalingen niet aantasten. Wanneer dergelijke ongeldigheid of nietigheid vastgesteld wordt, zal voor de betrokken bepaling door ELIA een nieuwe bepaling tot vervanging worden voorgesteld overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen.

21.6. Doorwerking

Onverminderd wat bepaald is in artikel 20.3 van het Contract, verbindt de Toegangshouder zich ertoe de relevante bepalingen van de artikel 16 van het Contract, artikel 18 van het Contract en het artikel 21 te laten doorwerken in elk na de ondertekening van het Contract af te sluiten contract met zijn Netgebruikers, door opname ervan in zulke contracten als onherroepelijk beding van de Netgebruikers ten gunste van ELIA.

De Toegangshouder staat er voor in dat zijn Netgebruikers in hun eventuele betrekkingen met ELIA deze regels zullen respecteren. Op eenvoudig verzoek van ELIA zal hij hiervan het bewijs leveren.

Dezelfde verplichting geldt voor Elia in haar verhouding met haar contractspartijen. Voor wat betreft de lopende contracten zijn Partijen gehouden te goeder trouw de inlassing van de voornoemde doorwerkingsclausule in deze contracten te onderhandelen bij de aanpassing, verlenging of verdaging van het lopende contract.

21.7. Toepasselijk recht

Het Contract wordt uitsluitend beheerst door het Belgisch recht.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Opgesteld te Brussel in twee originelen, waarvan iedere betrokken Partij erkent een origineel exemplaar ontvangen te hebben. De officiële versie is zowel in het Nederlands als het Frans opgesteld zonder dat de ene versie voorrang heeft op de andere; de versie in het Engels is louter informatief.

ELIA

Naam: _____
[ELIASign1]

Titel: [•]

Datum Handtekening:

Naam: _____
[ELIASign2]

Titel: [•]

[TOEGANGSHOUDER]

Naam: _____
[ToegangshouderResp1]

Titel: [•]

Datum Handtekening

Naam: _____
[ToegangshouderResp2]

Titel: [•]

Bijlage 1: Identiteit en persoonlijke gegevens van de Toegangshouder
(zie artikel 4.1, artikel 8 en artikel 21.2)

De ondergetekende Partij:

Naam, Voornaam:	
Functie:	
Onderneming:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

treedt op als Toegangshouder voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Toegangscontract met als referentie, en dit in de hoedanigheid van: (aanduiden wat past)

- 0 Netgebruiker;
- 0 Leverancier;
- 0 Toegangsverantwoordelijke.

Bedrijfsgegevens Toegangshouder:

Onderneming:	
Adres maatschappelijke zetel:	
Ondernemingsnummer:	
BTW nr.:	
Vertegenwoordigd door (naam + functie):	1.
	2.

Gegevens Contactpersonen toegangshouder:

<i>Contactpersoon Contractuele Relaties</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon Onderschrijvingen</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail (*):	
<i>Facturatie</i>	
Contactpersoon	
Naam:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Facturatieadres:	
Maatschappij:	
Adres:	
BTW-nr.:	
Fiscale vertegenwoordiger in België (indien van toepassing)	
Maatschappij:	
Adres:	
BTW-nummer :	

(*)verplicht voor bevestiging van onderschrijvingsaanvragen

Datum

Handtekening Toegangshouder

Bijlage 2: Toevoegen van Toegangspunten aan een Toegangscontract (Switching-formulier)

(zie artikel 9 en artikel 10)

De ondergetekende Partij:

Naam, Voornaam:	
Functie:	
Onderneming:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Toegangshouder van het Toegangscontract met referentie: _____

wenst de volgende Toegangspunten hierin op te nemen:

Toegangspunt (EAN-code)	Net- gebruiker	Adres + postcode	Injectie en/of afname (I, A, I/A)	Eerste kalendermaand van Toegang (maand/jaar)	Nominaal Lokale vermogen productie- eenheden (MW)
				/	
				/	
				/	
				/	
				/	

De melding van de Lokale productie-eenheid geeft de Toegangshouder het recht een onderschrijving aan te vragen voor afname gedekt door Lokale productie met betrekking tot het hieraan verbonden Afnamepunt.

Datum

Handtekening Toegangshouder

Bijlage 3: Aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie en aanduiding en/of wijziging van aanduiding van de leverancier
(zie artikel 8 en artikel 11)

Aanduiding/Wijziging aanduiding¹ van de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie:

De hieronder nader bepaalde Toegangsverantwoordelijke wordt door de Toegangshouder aangeduid als de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname respectievelijk injectie voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Toegangscontract met als referentie :

_____ ,
en deze Toegangsverantwoordelijke aanvaardt dit.

- 0 De Toegangshouder duidt zichzelf aan als Toegangsverantwoordelijke (hij dient hiertoe opgenomen te zijn in het register van Toegangsverantwoordelijken door ELIA bijgehouden).
- 0 De Toegangshouder duidt hiertoe de volgende Toegangsverantwoordelijke (deze Toegangsverantwoordelijke dient opgenomen te zijn in het register van Toegangsverantwoordelijken door ELIA bijgehouden).

(hierboven aanduiden wat past)

Bedrijfsgegevens Toegangsverantwoordelijke:

Onderneming:	
EIC-Code:	
Maatschappelijke zetel:	
Ondernemingsnummer:	
BTW-nr.:	
Vertegenwoordigd door:	

Ingeval van wijziging van aanduiding van Toegangsverantwoordelijke, dient de Toegangshouder hier aan te duiden de datum waarop deze wijziging zal ingaan : (Datum)

¹ Schrappen wat niet past.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Aanduiding/Wijziging aanduiding² van de leverancier:

De hieronder nader bepaalde leverancier wordt door de Toegangshouder aangeduid als leverancier voor elk Toegangspunt dat het voorwerp uitmaakt van het Toegangscontract met als referentie:

-----,

en de leverancier aanvaardt dit.

De Toegangsaanvrager duidt zichzelf aan als leverancier;

De Toegangsaanvrager duidt hiertoe de volgende leverancier

(hierboven aanduiden wat past)

Bedrijfsgegevens leverancier:

Onderneming:	
Maatschappelijke zetel:	
Ondernemingsnummer:	
BTW-nr.:	
Vertegenwoordigd door:	

Ingeval van wijziging van aanduiding van leverancier, dient de Toegangshouder hier aan te duiden de datum waarop deze wijziging zal ingaan : (datum).

² Schrappen wat niet past.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Datum:

De ondertekening heeft betrekking op de aanduiding of de wijziging van de aanduiding:

Handtekening Toegangshouder

Handtekening Toegangsverantwoordelijke

Handtekening leverancier

Bijlage 4: Praktische modaliteiten voor onderschrijving

(zie artikel 14.1)

De onderschrijvingen worden op elektronische wijze ingediend door de Toegangshouder. De onderschrijvingen mogen het aansluitingsvermogen van het Toegangspunt overeenkomstig het toepasselijk contract niet overschrijden en de einddatum van de onderschrijvingen dient te vallen binnen de duurtijd van het Contract.

De Toegangshouder heeft hierbij de keuze tussen 2 communicatieplatforms:

- een "Business to Customer" (B2C) interface dewelke toelaat om onderschrijvingen in te dienen en te consulteren via de internet site van ELIA;
- een "Business to Business" (B2B) interface dewelke toelaat XML berichten uit te wisselen tussen het informatica-systeem van ELIA en van de Toegangshouder.

Teneinde toegang te verkrijgen tot de toepassingen B2B en B2C, dient de Toegangshouder in het bezit te zijn van een user ID en van een paswoord. De aanvraag van een user ID en Paswoord gebeurt als volgt:

- ofwel via de mailbox van de Commerciële Dienst: commercial.dpt@elia.be;
- ofwel door het contacteren van de Back Office van de Commerciële Dienst: Tel.: 02/382.21.66 - Fax: 02/382.21.06.

Binnen de 5 werkdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag zal een UserID en een paswoord worden toegekend.

De verschillende onderschrijvingen (jaaronderschrijvingen, maandonderschrijvingen; onderschrijvingen voor toegang voor afname gedekt door lokale productie) hebben een van de volgende statuten:

- Een onderschrijving die ingediend wordt, en dit verplicht voor de 19^e dag van een kalendermaand om 24u00 voorafgaand aan de kalendermaand waarbinnen de onderschrijving begint, krijgt het statuut *Registered* indien deze in het systeem werd geregistreerd en indien deze het aansluitingsvermogen van het Toegangspunt overeenkomstig het toepasselijk contract niet overschrijdt.
- De Toegangshouder kan deze onderschrijving aanpassen of opheffen tot op de 19^e dag van de kalendermaand om 24u00 voorafgaand aan de kalendermaand waarbinnen de onderschrijving begint. In geval de Toegangshouder een reeds gedane onderschrijving opheft, krijgt dit het statuut *Removed*.
- Op de 20^e van de kalendermaand voorafgaand aan de kalendermaand waarbinnen de onderschrijving begint, neemt de onderschrijving de status *Effective* aan.

Via de internet site van ELIA kan de Toegangshouder zijn onderschrijvingen op elk ogenblik visualiseren voor al de Toegangspunten die het voorwerp uitmaken van het Contract.

Bijlage 5: Contactpersonen voor ELIA
(zie artikel 10, artikel 11 en artikel 21.2)

Voor ELIA	
<i>Contactpersoon Contractuele Relaties</i>	
Naam:	[KAM]
Adres:	Rodestraat 125, B-1630 LINKEBEEK
Tel.:	
Fax:	+32 2 382 21 06
E-mail:	
<i>Contactpersoon Onderschrijvingen</i>	
Naam:	Gilles de Radigues
Adres:	Rodestraat 125, B-1630 LINKEBEEK
Tel.:	+32 2 382 24 01
Fax:	+32 2 382 21 06
E-mail:	Gilles.deRadigues@elia.be
<i>Facturatie</i>	
Contactpersoon	
Naam:	Da Cruz Christian
Tel.:	+32 2 382 22 51
Fax:	+32 2 382 21 06
E-mail:	<u>christian.dacruz@elia.be</u>
Facturatieadres	
Maatschappij:	Elia System Operator nv
Adres:	Keizerslaan 20, B-1000 BRUSSEL
BTW-nr.:	BE 476.388.378

Bijlage 6: Berekening Bankgarantie

(zie artikel 13.1 en 13.2)

De berekening van de bankgarantie is het resultaat van de som van de bedragen die berekend worden per Toegangspunt opgenomen in het kader van het Contract volgens het onderstaand principe dat rekening houdt met een term voor vermogensonderschrijving en een term met betrekking tot het systeembeheer en de ondersteunende diensten. De bedragen zijn inclusief BTW:

1. De term met betrekking tot het onderschreven vermogen wordt bepaald op basis van de waarde (in kW uitgedrukt) van het 11^e hoogste gemeten piekvermogen (1/4hr) van de 12 maanden die voorafgaan aan de Toegangs aanvraag. Deze term wordt vermenigvuldigd met het tarief voor een jaaronderschrijving gelinkt aan het contractueel spanningsniveau van het betrokken Toegangspunt en vervolgens wordt hiervan 1/12^e deel genomen. De 10 hoogste piekvermogens (1/4 hr) worden beschouwd als zijnde niet representatief voor het afgenomen vermogen in het Toegangspunt.

2. De term met betrekking tot het systeembeheer en de ondersteunende diensten komt overeen met een 1/12^e deel van de energie afgenomen in de loop van de 12 maanden die voorafgaan aan de Toegangs aanvraag. Deze waarden wordt vermenigvuldigd met de tarieven voor systeembeheer en ondersteunende diensten gelinkt aan het contractueel spanningsniveau en de regio waarbinnen het betrokken Toegangspunt zich bevindt.

3. Indien voor een Toegangspunt geen historische afnamegegevens bestaan, dienen de hierboven bedoelde waarden bepaald te worden in gezamenlijk overleg tussen ELIA en de Toegangshouder en/of Toegangs aanvrager. Op basis van de meetgegevens kunnen beide partijen vanaf de eerstvolgende kalendermaand nadien een aanpassing van de waarde aanvragen en verkrijgen volgens de hierboven beschreven berekeningsmethodiek.

Bijlage 7: Standaardformulier Bankgarantie
(zie artikel 13.1)

Bankgarantie op 1^o verzoek uitgegeven door bank XXX ten voordele van YYY.

Aan : Elia System Operator NV, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met ondernemingsnummer 0476.388.378.

Onze betalingsgarantiekenmerken <> (te vermelden in al uw correspondentie);

Onze cliënt (naam en adres van de Belgische opdrachtgever) deelt ons mee dat hij een toegangscontract (referentie en datum van het contract) met u heeft gesloten i.v.m. de toegang tot het Elia-Net.

Dat contract voorziet ondermeer in de uitgifte van een onherroepelijke bankgarantie betaalbaar op eerste verzoek ten belope van (Euro en bedrag in cijfers) om de betalingsverplichtingen van onze cliënt te verzekeren.

Bijgevolg garanderen wij, bank XXX, u onherroepelijk en onvoorwaardelijk de betaling van een maximumbedrag (munt en bedrag van de garantie in cijfers en letters) op uw eerste verzoek en zonder dat wij de gegrondheid ervan kunnen en zouden betwisten.

Deze garantie is vanaf heden van kracht.

Elk beroep op deze garantie moet, om geldig te zijn :

- * Indien de garantie is bestemd voor het buitenland / ten behoeve van de identificatie, dient elk verzoek tot betaling te gebeuren via een bank die bevestigt dat de handtekeningen op uw opvragingsbrief u rechtsgeldig verbinden.
 - ons uiterlijk op (vervaldag van de garantie) bereiken, en
 - vergezeld zijn van uw schriftelijke verklaring dat (naam van de opdrachtgever) de verplichtingen conform dit toegangscontract niet heeft nagekomen en de betaling(en) niet heeft uitgevoerd, niettegenstaande dat u, als leverancier, de diensten heeft geleverd volgens het contract,
 - vergezeld zijn van een kopij van de onbetaalde factu(u)r(en) en van een kopij van uw ingebrekestellingsbrief.

Zonder beroep conform de voormelde voorwaarden of zonder een door ons goedgekeurde garantieverlening wordt deze garantie automatisch nietig en van generlei waarde op de eerste kalenderdag volgend op (vervaldag van de garantie).

Deze garantie is onderworpen aan het Belgisch recht en alleen de Belgische rechtbanken zijn bevoegd om uitspraak te doen over elk geschil m.b.t. deze garantie.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Bijlage 8: Vergoeding voor Aansluitingen

(zie artikel 15.2)

**Bijlage 9: Procentuele toekenning aan evenwichtsperimeters van
Toegangsverantwoordelijken van Toegangspunten behorend tot een
productie-site**

(zie artikel 8)

Deze annex maakt deel uit van het Toegangscontract met als referentie :

(hierna "Contract")

Deel I : Informatie van de betrokken partijen

Onderneming:	
(EIC-Code):	
Maatschappelijke zetel:	
Ondernemingsnummer:	
BTW-nr.:	
Vertegenwoordigd door:	

verklaart de Toegangsverantwoordelijke belast met de opvolging te zijn, zoals aangegeven in Bijlage 6 van het Contract, van het(de) hierna gepreciseerde Toegangspunt(en), met volgende kenmerken en behorende tot een productie-site.

Tabel Toegangspunten

Toegangspunt (EAN-code)	Adres site	Percentage(s) van toepassing op de Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging

De Toegangsverantwoordelijke belast met de opvolging van dit(deze) Toegangspunt(en), (hierna "Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging") verklaart een contract gesloten te hebben met een andere Toegangsverantwoordelijke met als voorwerp de verdeling, op basis van vast(e) percentage(s), van de geïnjecteerde en/of afgenomen energie in het(de) bovenvermelde Toegangspunt(en).

Dit (deze) percentage(s) (hierna "Percentage(s)") word(t)(en) in rekening genomen bij de toekenning van de geïnjecteerde en/of afgenomen energie in de perimeters van toegangsverantwoordelijkheid van Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging en van de Toegangsverantwoordelijke waarmee hij de energie deelt in deze Toegangspunten (hierna "Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie").

De Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging en de Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie gaan hiermee akkoord.

Bedrijfsgegevens Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie:

Onderneming:	
(EIC-Code):	
Maatschappelijke zetel:	
Ondernemingsnummer:	
BTW-nr.:	
Vertegenwoordigd door:	

Deel II: Aanduiding en kenmerken van de Percentage(s)

De Percentage(s) die in de Tabel Toegangspunten weergegeven zijn, zijn vast voor de duur van het Contract behoudens in geval van wijziging. De Percentage(s) kunnen gewijzigd worden met ingang van de eerste dag van elke nieuwe kalendermaand, voor zover deze kalendermaand valt binnen de duur van het Contract. De aanvraag tot wijziging dient te gebeuren door het overmaken van een nieuwe versie van deze Bijlage waarin de gewijzigde Percentage(s) aangegeven worden, aan de commerciële dienst (Back-office) ten laatste twee (2) werkdagen voor de eerste dag van de nieuwe kalendermaand.

Indien meerdere Toegangspunten betrekking hebben op eenzelfde productie-eenheid dan dienen de Percentage(s) voor elkeen van de betrokken Toegangspunten gelijk te zijn.

Deel III: Toekenningen aan de evenwichtspereimeters

A: Toekenning aan de perimter van de Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging

De Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging is ertoe gehouden de Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie van dit(deze) Toegangspunt(en) de nodige informatie te verstrekken met betrekking tot de waarde die zal toegekend worden aan zijn perimter van toegangsverantwoordelijkheid zodat de Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie zijn geprogrammeerd en reëel evenwicht op voldoende wijze kan beheren.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Het volgende wordt, voor een gegeven kwartuur, aan de perimeter van toegangsverantwoordelijkheid van Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging, voor elk betrokken Toegangspunt toegekend:

$$Q_{ku} = P * WAI_{ku} * \alpha$$

met:

Q= waarde toegekend aan de perimeter van toegangsverantwoordelijkheid

ku=kwartuur

P=Percentage gedefinieerd voor Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging van het hierboven vermelde Toegangspunt

WAI= werkelijke afname of injectie van het hierboven vermelde Toegangspunt

$\alpha = (1+X)$ (waarbij X een correctie is voor de netverliezen volgens het artikel 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie) indien WAI een afname betreft anders is deze waarde 1. De factor X zal, uitgedrukt in een percentage, gepubliceerd worden op de internet site van ELIA en kan aangepast worden indien nodig op basis van de gemeten verliezen.

B: Toekenning aan de perimeter van Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie

Het volgende wordt, voor een gegeven kwartuur, aan de perimeter van toegangsverantwoordelijkheid van Toegangsverantwoordelijke voor de Gedeelde Energie, voor elk betrokken Toegangspunt toegekend:

$$Q_{ku} = (1 - P) * WAI_{ku} * \alpha$$

met:

Q= waarde toegekend aan de perimeter van toegangsverantwoordelijkheid

ku=kwartuur

P=Percentage gedefinieerd voor Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging van het hierboven vermelde Toegangspunt

WAI= werkelijke afname of injectie van het hierboven vermelde Toegangspunt

$\alpha = (1+X)$ (waarbij X een correctie is voor de netverliezen volgens het artikel 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie) indien WAI een afname betreft anders is deze waarde 1. De factor X zal, uitgedrukt in een percentage, gepubliceerd worden op de internet site van ELIA en kan aangepast worden indien nodig op basis van de gemeten verliezen.

Deel IV: Nominaties

De Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging staat in voor de verplichtingen in verband met nominaties voor de gehele afname en/of injectie van het(de) betrokken Toegangspunt(en). Voor de evaluatie van de nominaties in het kader van het "Access Responsibility Contract" van de Toegangsverantwoordelijke belast met de Opvolging en de Toegangsverantwoordelijke voor de Gedeelde Energie, zal ELIA echter rekening houden met het(de) Percentage(s) als voorzien hierboven.

Draft Toegangscontract
Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Deel V: aanvang

Deze Annex treedt in werking op ____ / ____ / _____.

Handtekening Evenwichtsverantwoordelijk belast met de Opvolging

Handtekening Toegangsverantwoordelijke voor Gedeelde Energie

Handtekening ELIA

Bijlage 10: Bloklevering ref :
(zie artikel 8)

Datum:

Dit document maakt onverkort deel uit van het Toegangscontract met als referentie _____ en beoogt het geval waarin de netgebruiker voor hetzelfde toegangspunt (waarvoor, overeenkomstig voornoemd Toegangscontract, hij zelf optreedt als Toegangshouder of waarvoor hij een derde heeft aangeduid als Toegangshouder)

- leveringscontracten heeft afgesloten met meerdere leveranciers; en
- waarbij één of meerdere van deze leveringscontracten de levering van een vaste hoeveelheid energie hierna [bloklevering] tot voorwerp heeft.

Dit document regelt de aanwijzing door de Toegangshouder van de evenwichtsverantwoordelijke voor de bloklevering.

Deel I : informatie van de betrokken partijen

Gegevens van de Netgebruiker

Naam, Voornaam:	
Functie:	
Onderneming:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

verklaart de Netgebruiker te zijn van het afnamepunt met volgende kenmerken en aangesloten op het spanningsniveau 380-150 kV.

Toegangspunt (afnamepunt) (EAN-code)	Adres site

Dit afnamepunt is opgenomen in het Toegangscontract met als referentie _____, gesloten tussen de toegangshouder en ELIA.

De netgebruiker verklaart een contract gesloten te hebben met een leverancier voor de levering aan het hierboven vermelde afnamepunt van een [bloklevering], waarvan de kenmerken hierna bepaald worden.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Deze bloklevering zal opgenomen worden in de evenwichtsperimeter van een toegangsverantwoordelijke hierna [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering] volgens de modaliteiten hierna bepaald. Deze [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering] gaat hiermee akkoord.

Bedrijfsgegevens [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering]

Onderneming:	
(EIC-Code):	
Maatschappelijke zetel:	
Ondernemingsnummer:	
BTW-nr.:	
Vertegenwoordigd door:	

Deel II: kenmerken van een bloklevering

Het vermogen dat hieronder vermeld wordt als [bloklevering] is een vermogen dat op voorhand bepaald wordt tussen de Netgebruiker en de leverancier van de bloklevering en vastligt voor de duurtijd hieronder beschreven. De Netgebruiker bevestigt dat de levering van deze [bloklevering] gebeurt aan het in dit document vermelde afnamepunt en bevestigt de grootte en de periode van de bloklevering zoals hieronder aangegeven. De Netgebruiker waarborgt de juistheid van deze gegevens.

[toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering] bevestigt [bloklevering] ter hoogte van

_____ (de waarde dient uitgedrukt te zijn in MW)

op te nemen in zijn evenwichtsperimeter en dit volgens de modaliteiten hierna bepaald en deze bloklevering geldt voor de periode gaande van:

___/___/___ (datum) vanaf 00:00 (uur) tot en met
___/___/___ (datum) tot 24:00 (uur)

Een bloklevering dient een minimum duurtijd te hebben van 1 kalendermaand.

Bij wijziging van [bloklevering] vóór de einddatum hierboven vermeld, dient er een nieuwe versie van dit formulier ondertekend, met de volledige nieuwe [bloklevering] daarin vermeld, overgemaakt te worden aan de commerciële dienst (Back-office) en dit minstens 2 werkdagen voor het begin van de aanpassing met de vermelding van "aanpassing van [bloklevering]" voorzien in ref.: _____ met datum _____.

De Netgebruiker bevestigt dat het programma van de [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering], voornoemde vermelde waarde van [bloklevering], inclusief de netverliezen³, dient te omvatten. Door de ondertekening van dit document is de Netgebruiker vrijgesteld het programma voor [bloklevering] dagelijks te bevestigen/in te dienen.

Deel III: toekenningen aan de evenwichtsperimeters

A: Toekenning van de opvolging van de belasting aan de perimeter van de [toegangsverantwoordelijke belast met de afname]

De Netgebruiker of de door hem aangeduide Toegangshouder is ertoe gehouden de Toegangsverantwoordelijke belast met de afname van dit afnamepunt, vanaf en gedurende de aanduiding als toegangsverantwoordelijke belast met de afname voor voornoemd afnamepunt, de gegevens te verschaffen die hem er toe in staat stellen om zijn dagelijks programma in te dienen. Bij het verschaffen van deze gegevens dient rekening gehouden te worden met onderstaande formule met betrekking tot de opvolging van de belasting, dewelke niet negatief kan zijn. De opvolging van de belasting wordt berekend aan de hand van volgende formule:

$$OVB_{ku} = \text{MAX} \left(0 ; WA_{ku} - \sum_{i=NBL} BL_{ku}^i \right)$$

met:

OVB= opvolging van de belasting;

ku=kwartuur;

WA= werkelijke afname van het hierboven vermelde afnamepunt;

NBL= aantal blokleveringen in het hierboven vermelde afnamepunt;

BL= bloklevering.

Deze opvolging van de belasting vermenigvuldigd met (1+X) (waarbij X een correctie is voor de netverliezen volgens het artikel 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie) zal de waarde zijn die opgenomen wordt in de evenwichtsperimeter van de Toegangsverantwoordelijke belast met de opvolging. De factor X zal, uitgedrukt in een percentage, gepubliceerd worden op de internet site van ELIA en kan aangepast worden indien nodig op basis van de gemeten verliezen.

B: Toekenning van [bloklevering] aan de perimeter van [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering]

Wanneer de werkelijke afname, voor een gegeven kwartuur, in het hierboven vermelde afnamepunt hoger of gelijk is dan de waarde van [bloklevering] zoals hierboven aangegeven, (of som van de blokleveringen indien er meer dan 1 bloklevering is), zal de waarde van [bloklevering] zoals hierboven aangegeven, vermenigvuldigd met (1+X) opgenomen worden in de evenwichtsperimeter van [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering].

³ Netverliezen: de energie die verloren gaat in het ELIA-Net door het fysisch mechanisme gekend als het Joule-effect.

Draft Toegangscontract

Aanpassingen in functie van het onderzoek door de CREG (voorstel van beslissing van 15.10.2003)

Indien de werkelijke afname, voor een gegeven kwartuur, in het hierboven vermelde afnamepunt lager ligt dan de waarde van [bloklevering] zoals hierboven aangegeven, (of som van de blokleveringen indien er meer dan 1 bloklevering is), zal,

- in geval er slechts 1 bloklevering is op het betrokken afnamepunt, de werkelijke afname, vermenigvuldigd met $(1+X)$ opgenomen worden in de evenwichtsperimeter van [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering].
- in geval van meerdere blokleveringen, zal de werkelijke afname, vermenigvuldigd met $(1+X)$, pro rata van de waarde van de blokleveringen voor het betrokken kwartuur, verdeeld worden. Het zo bekomen deel van [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering] zal opgenomen worden in zijn evenwichtsperimeter.

Handtekening netgebruiker

Handtekening [toegangsverantwoordelijke voor de bloklevering]

Handtekening toegangshouder (ingeval verschillend van netgebruiker)

Handtekening ELIA
